

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3040

21 octobre 2014

SOMMAIRE

Aerofi S.à r.l.	145883	Nucleus Management S.A.	145876
Anton HoldCo S.à r.l.	145920	NW Diagonal Mar S.à r.l.	145878
BaC4 S.A.	145875	Oasis Capital S.à.r.l.	145882
BG Asset Management S.A.	145886	Pafint Holding S.A.	145879
Bluehouse Property Fund IV GP, S.à r.l.	145891	Palm Industries Holding S.A.	145879
CRE Loans SCS-SIF	145884	Partim International SPF S.A.	145880
Excalibur I S.A.	145898	Partim International SPF S.A.	145880
Finedining S.à r.l.	145900	Pearl Management S.A.	145877
IVS Group S.A.	145874	Pertuy Associés S.A.	145878
MEI S.à r.l.	145875	Pervinage S.à r.l.	145882
Mercury International Consulting S.A. ..	145875	PetroChina Energy Holding Luxembourg S.à r.l.	145876
MF Marcianise S.à r.l.	145874	PETROLEUM (Luxembourg) S.A.	145920
Midilux Holdings S.A.	145875	Pinatubo Spf S.A.	145881
Minute Mix S.A.	145876	Popso (Suisse) Investment Fund SICAV	145878
Mitoma S.A.	145877	PrivAccess General Partner S.à r.l.	145874
Moda Finance S.A.	145880	PV Invest S.A.	145883
Moda Finance S.A.	145880	Red Romanian Properties S.A.	145882
Moda Finance S.A.	145876	Reinet Jagersfontein Holdings S.à r.l.	145883
Morganite Luxembourg S.A.	145875	Renamedical S.A.	145881
NEP Timotejen S. à r.l.	145878	R. Goedert S.A.	145883
Newport Lux S.à r.l.	145877	Rice Topco S.à r.l.	145899
Nihaco S.A.	145879	Secteur Public France	145881
NII International Services S.à r.l.	145877		

145874

IVS Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 155.294.

—
EXTRAIT

Le conseil d'administration réuni en date du 28 août 2014, a décidé à l'unanimité de nommer Monsieur Antonio TARTARO, né le 10 mars 1966 à Napoli, Italie et domicilié à Via Zambonate 34, 24122 Bergamo (BG) - Italie au poste d'administrateur-délégué. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2015

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014142862/13.

(140162562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

PrivAccess General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 166.301.

—
Extrait des résolutions écrites de l'actionnaire unique de la société du 28 juin 2013

L'Associé unique décide de renouveler les mandats de BGL BNP Paribas, représentée par M. Hubert Musseau, FIDUPAR, représentée par M. Noël Didier, BNP Paribas représentée par Claire Roborel de Climens et BNP Paribas Wealth Management, représentée par Olivier Maugarny, au poste de gérants de la Société pour une période indéterminée.

Pour extrait

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2014143657/15.

(140162799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

MF Marcianise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 162.231.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 4 septembre 2014

1. Monsieur Julien PONSON a démissionné de son mandat de gérant B avec effet au 16 juillet 2014.
2. Monsieur Pierre CLAUDEL a démissionné de son mandat de gérant B avec effet au 16 juillet 2014.
3. Madame Miroslava JASSOVA, administrateur de sociétés, née le 15 juillet 1988 à Dolny Kubin (Slovaquie), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante B avec effet au 16 juillet 2014 pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Ludovic TROGLIERO, administrateur de sociétés, né le 8 juin 1979 à Clichy-la-Garenne (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B avec effet au 16 juillet 2014 pour une durée indéterminée.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 9 septembre 2014

Le siège de la société a été transféré de L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 15 août 2014.

Veuillez prendre note que l'associée unique Outlet Site Holdings S.à r.l. a transféré son siège à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 15 août 2014.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extraits et avis sincères et conformes

Pour MF Marcianise S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014142945/26.

(140161988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

MEI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 111.465.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143607/9.

(140162935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Mercury International Consulting S.A., Société Anonyme,
(anc. BaC4 S.A.).**

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 62.335.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014143608/10.

(140162685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Midilux Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 6.749.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014143610/11.

(140162896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Morganite Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 7.776.

Extrait de l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 juillet 2014.

Lors de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires de la société en date du 31 juillet 2014:

- Les administrateurs ont accepté la démission du poste d'administrateur:

Monsieur Neil Hoyland;

Monsieur Klaus Hoffmann.

- Le conseil a également approuvé la nomination de Monsieur Eugenio Marrone, demeurant professionnellement à via Roma 338 64014 Martinsicuro (Italie) en tant qu'administrateur jusqu'à l'assemblée générale prévue en 2015.

- Ont été nommés administrateurs de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale de 2015:

Monsieur John Herke (Président),

Monsieur Yannik Malvaux (Secrétaire),

Monsieur Ralf Faltermann.

- KPMG Luxembourg Sàrl (B149133), allée Sheffer n°9 L-2520 Luxembourg, a été nommé réviseur pour l'audit des comptes 2014.

Le 31.07.14.

Morganite Luxembourg S.A.

B.P. 15 L-8310 Capellen

Y MALVAUX

Référence de publication: 2014143619/24.

(140163406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Minute Mix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Schiffflange, Z.I. Um Monkeler.
R.C.S. Luxembourg B 176.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143611/10.

(140163104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Moda Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 56.690.

Par la présente, nous tenons à vous faire part de notre décision de démissionner, avec effet immédiat, au mandat de Commissaire aux Comptes qui nous a été confié au sein de votre société.

Luxembourg, le 4 Août 2014.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014143617/11.

(140163260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Nucleus Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 60.101.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenue au siège social le 03 juin 2014 à 12:00

Résolution unique

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur Délégué de Monsieur Vincent J. DERUDDER, né le 23 février 1948 à Clichy la Garenne (France), demeurant au 20, rue d'Amsterdam L-1126 LUXEMBOURG.

Le mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire 2020, qui statuera sur les comptes annuels 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NUCLEUS MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2014143627/16.

(140162717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

PetroChina Energy Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 25.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 149.286.

EXTRAIT

En date du 11 septembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Alan Botfield en tant que gérant de catégorie B de la Société, est acceptée avec effet au 11 septembre 2014;

- Richel Van Weij, né à District Marowijne, Suriname, le 12 mai 1970, avec adresse professionnelle au 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant B de la Société avec effet au 11 septembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143652/17.

(140163489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Mitoma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 68.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143612/9.

(140163020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pearl Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 165.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PEARL MANAGEMENT S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014143669/11.

(140163377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Newport Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.510,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 189.527.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert de parts sociales signé en date du 21 août 2014 que les parts de la Société d'une valeur nominale de GBP 1,- chacune, ont été transférées à la société EPISO 3 Valleys Holding S.à r.l.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143622/13.

(140163292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

NII International Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.090.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 29 août 2014

1. Madame Nicola FOLEY a démissionné de son mandat de gérante de catégorie A avec effet au 29 août 2014.
 2. Monsieur Davy TOUSSAINT, administrateur de sociétés, né le 28 octobre 1986 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.
 3. Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
- Veuillez prendre note que Monsieur Hugo FROMENT, gérant de catégorie A, réside désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour NII International Services S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014143633/21.

(140163308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

NEP Timotejen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143630/9.

(140162768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pertuy Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 112.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

PERTUY ASSOCIÉS S.A.

Référence de publication: 2014143674/11.

(140163191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Popso (Suisse) Investment Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 68.857.

Le rapport annuel au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Septembre 2014.

Pour Popso (Suisse) Investment Fund SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014143656/14.

(140163094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

NW Diagonal Mar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 186.169.

Suite à un apport en nature intervenu lors de la constitution de la société NW Diagonal Mar Holding S.à r.l., qui s'est tenue devant notaire en date du 11 septembre 2014, l'associé unique de la Société, NW Europe Holdings S.à r.l., a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales à la société:

- NW Diagonal Mar Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et ayant son siège social à l'adresse suivante: 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

En conséquence, la totalité des 12.500 parts sociales de la Société sont désormais détenues par le nouvel associé unique NW Diagonal Mar Holding S.à r.l., précité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

NW Diagonal Mar S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014143635/20.

(140162761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Palm Industries Holding S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 109.693.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 04/09/2014

Nomination d'un administrateur unique, pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2020:

- Monsieur Paul AGNES

né le 25/08/1945 à Ettelbrück

demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16a avenue de la Liberté;

Transfert du siège social de la société:

de L-1251 Luxembourg, 13 avenue du Bois à L-1930 Luxembourg, 16a avenue de la Liberté

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143664/17.

(140163246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pafint Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 40.359.

*Extrait du conseil d'administration de la Société Pafint Holding S.A. qui s'est tenue à Luxembourg le 2 juin 2014 à 10.00 heures**Résolution unique:*

Le conseil d'administration décide de coopter administrateur en remplacement de Madame Concetta Demarinis, démissionnaire, Monsieur Sabrie Soualmia, employé privé, né le 15 juillet 1982 à Metz, France, avec adresse professionnelle au 5 Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

L'élection définitive de Sabrie Soualmia sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 8 Septembre 2014.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Xavier Mangiullo

Administrateur

Référence de publication: 2014143661/18.

(140162940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Nihaco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 170.005.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 15 septembre 2014 que

- Les démissions avec effet au 29 août 2014 de M. Olivier LIEGEOIS et M, Luc GERONDAL, administrateurs de la Société ont été acceptées;

- Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs de la Société, avec effet au 29 août 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes clos au 31 décembre 2016:

* Mme Christelle MATHIEU, née le 1^{er} mars 1978 à Virton, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

* Mr Gilles DEPIENNE, né le 2 janvier 1977 à Virton, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143632/19.

(140163350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Moda Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 56.690.

Je tiens à vous faire part de ma décision de renoncer avec effet immédiat au mandat d'administrateur qui m'avait été confié au sein de votre société.

Luxembourg, le 4 Août 2014.

Enzo LIOTINO.

Référence de publication: 2014143615/10.

(140163207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Moda Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 56.690.

Je tiens à vous faire part de ma décision de renoncer avec effet immédiat au mandat d'administrateur qui m'avait été confié au sein de votre société.

Luxembourg, le 4 Août 2014.

Danielle SCHULLER.

Référence de publication: 2014143616/10.

(140163207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Partim International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 41.358.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014143665/12.

(140162978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Partim International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 41.358.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 août 2014

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Jérémy Lequeux, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Riccardo Incani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018 qui se tiendra en 2019.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Cyrille Vallée, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018 qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 27 août 2014.

*Pour extrait conforme**Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014143666/22.

(140162980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Secteur Public France, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.338.

Veuillez noter qu'une erreur a été constatée dans le formulaire L130044377 déposé le 18/03/2013 relatif à la Société Secteur Public France S.A., enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-173.338:

- le mandat du réviseur d'entreprise agréé de la Société, Mazars Luxembourg S.A., arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires à tenir en 2017 et non en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour la Société

Shehzaad Atchia

Administrateur

Référence de publication: 2014143708/17.

(140163247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pinatubo Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 44.453.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire le 11 septembre 2014

- L'Assemblée prend note des rapports du liquidateur et du commissaire vérificateur sur la liquidation de la Société, et approuve les comptes de liquidation arrêtés au 11 septembre 2014.

- L'Assemblée décide de donner décharge au liquidateur, C.G. Consulting, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi qu'au commissaire vérificateur, Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, relativement à l'exécution de leur mandat.

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation.

- L'Assemblée décide que les documents et registres de la société seront conservés pendant une période de cinq ans suivant la publication de la présente résolution au Journal officiel au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143679/18.

(140162985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Renamedical S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 169.499.

Auszug aus der außergewöhnlichen Hauptversammlung vom 1. August 2014.

Aus der außergewöhnlichen Hauptversammlung vom 1. August 2014 gehen folgende Beschlüsse hervor:

- der Rechnungskommissar Herr Jean KAYSER wird mit sofortiger Wirkung abgesetzt.

- Als neue Rechnungskommissarin wird Frau Elisabeth Anna Piltz-Berndorfer, Assistentin der Geschäftsführung, geboren am 19 Mai 1950 in München, wohnhaft in Ignaz-Günther Straße 26, 83629 Weyarn (D) ernannt. Ihr Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung des zum 31. Dezember 2016 endeten Geschäftsjahres.

- Als neuer Verwaltungsrat Mitglied wird Herr Leander Scherer, geboren am 17. Dezember 1961 in Rodenbach (D), wohnhaft in Bergstraße 6, 67688 Rodenbach (D), ernannt. Sein Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung des zum 31. Dezember 2016 endeten Geschäftsjahres. Die Gesellschaft wird zusammen durch seine mit einem anderen Mitglied des Verwaltungsrats verpflichtet.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Association.

Luxemburg, den 10 September 2014.

Référence de publication: 2014143703/19.

(140162682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Oasis Capital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 133.569.

En date du 2 septembre 2014, l'Associé unique de la Société, Bamboo Finance, ayant son siège social 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 172.085, a pris la résolution:

- de nommer M. Xavier Sabatier, né le 15 octobre 1979 à Verviers (Belgique), domicilié 494, route de Thionville, L-5886 Alzingen, en tant que gérant de la Société (classe A) jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société (2015).

Référence de publication: 2014143636/13.

(140163032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pervinage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 294.964.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 115.755.

EXTRAIT

En date du 11 septembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Alan Botfield en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 11 septembre 2014;
- Richel Van Weij, né à District Marowijne, Suriname, le 12 mai 1970, avec adresse professionnelle au 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de la Société avec effet au 11 septembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143651/16.

(140163488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Red Romanian Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 139.798.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique tenue extraordinairement le 9 Septembre 2014

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide:

(i) De réélire les administrateurs de la société pour un nouveau mandat expirant en 2015 à la date de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2014, comme suit:

Composition du conseil d'administration:

- Mme Vania BARAVINI, demeurant au 89, rue Clair-Chêne, L-4062 Esch-sur-Alzette, administrateur et Président;
- M. Alessandro CUSUMANO, demeurant professionnellement au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, administrateur;
- M. Massimiliano SELIZIATO, demeurant professionnellement au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, administrateur.

(ii) De nommer un nouveau commissaire aux comptes de la société pour un mandat expirant en 2015 à la date de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2014, comme suit:

Personne chargée du contrôle des comptes:

- DIMEST S.A., ayant son siège social au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B176670, commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014143702/25.

(140163003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

PV Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 139.495.

Les comptes annuels au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/09/2014.
G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014143691/12.

(140163018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Aerofi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 601.889,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 181.366.

L'adresse professionnelle de Monsieur Mirko Dietz, gérant de la Société, est désormais au 15, rue Jean Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

L'adresse professionnelle de Monsieur Simon Barnes, gérant de la Société, est désormais au 15, rue Jean Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143853/13.

(140163836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

R. Goedert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 140, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 9.459.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue le 27 août 2014

Les actionnaires renouvellent la société Deloitte Audit S.à r.l., 560, Rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, aux fonctions de réviseur d'entreprises agréée.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréée viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Les actionnaires prennent note de la démission de M. Armand Fohl de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2014143695/14.

(140162806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Reinet Jagersfontein Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 176.262.

Extrait d'une résolution circulaire de l'associé unique du 9 septembre 2014

L'associé unique a décidé de nommer Monsieur Frederik Wilhelm van Zyl, résidant professionnellement au 15, Hill Street, W1J 5QT, London, Royaume-Uni, en tant que gérant pour une période de 6 années.

L'associé unique a également décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Certifié conforme à l'original

Référence de publication: 2014143696/15.

(140162696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

CRE Loans SCS-SIF, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.013.

—
STATUTES

Extract of the limited partnership agreement of CRE Loans SCS-SIF

1. Name of the company. CRE Loans SCS-SIF

2. Legal form. Common limited partnership - Specialised investment fund

3. Jointly & Severally liable partner. CRE Loans 2 General Partner S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), formed and organized under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), with its registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 189.218 (the "General Partner").

4. Liability of the partners. "The General Partner shall be liable with the Partnership for all debts and losses which cannot be recovered on the Partnership's assets.

The Limited Partners shall only be liable up to the amount of their investments in the Partnership, respectively the relevant Compartment."

5. Initial capital. "The subscribed capital of the Partnership is fixed at one thousand and one hundred Euro (EUR 1,100.-), divided into one (1) Management Unit with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) and into (ii) ten (10) Ordinary Units with a value of one hundred Euro (EUR 100.-) each divided as follows:

- One (1) Management Unit with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) subscribed by the General Partner;
- Ten (10) Ordinary Units of the relevant Class(es) with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, subscribed by the Initial Limited Partner."

6. Corporate object. "The exclusive purpose of the Partnership is to invest directly or indirectly the funds available to it in (i) Financial Assets and to achieve an attractive return for the Investors and (ii) any other eligible investments (including Real Estate Assets) under the 2007 Law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Partners the results of the management of its assets.

To serve the purpose of the Partnership, the Partnership can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or deemed useful for the fulfillment and development of its purpose and which is permitted under the 2007 Law subject to compliance with the Investment Policy, Powers and Restrictions as set forth for each relevant Compartment in the Special Section."

7. Registered office. 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

8. Management / Representation of the company. The Partnership shall be managed by CRE Loans 2 General Partner S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Partner.

The General Partner has the power to administer and manage the Partnership and its Compartments in accordance with the Investment Objectives, Investment Policies and Investment Powers and Restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Partnership and its Compartments, in compliance with applicable laws and regulations and with the LPA, the Issuing Document, including its Special Section(s). All powers not expressly reserved by law or the LPA to the general meeting of Partners fall within the exclusive competence of the General Partner.

The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has in particular the power to determine (i) the Investment Objective, Investment Policy, Investment Powers and Restrictions to be applied in respect of each new Compartment, (ii) the exit strategies to be applied in respect of each new Compartment, (iii) the leverage to be applied in respect of each new Compartment, (iv) the interest and currency hedging to be applied in respect of each new Compartment, and (v) the course of conduct of the management and business affairs of the Partnership, all within the Investment Objective, Investment Policy, Investment Powers and Restrictions as shall be set forth by the General Partner in the Issuing Document, in compliance with applicable laws and regulations.

The Partnership may, under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, appoint and external authorized AIFM in order to carry out the functions described in annex I of the AIFM Directive. Details regarding the appointment of the external AIFM will be set out in the Issuing Document.

"The Partnership will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner or by the signature of any other Person to whom such power has been delegated by the General Partner.

No Limited Partner shall represent the Partnership."

9. Date of establishment / Duration. The Fund was established on 8 August 2014 for a limited period of time.

"The Partnership is established for an unlimited duration.

Although the Partnership has been launched for an unlimited duration, its Compartments may be launched either for a limited or an unlimited duration, as further detailed in the Special Section.

Should a Compartment be established for a limited duration, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, extend the duration of the relevant Compartment once or several times and subject to the procedures laid out in the Special Section. At the expiry of the duration of a Compartment, the provisions of Article 29 shall apply.

At each extension of the duration of a Compartment, the registered Partners shall be duly notified in writing, by a notice sent to their registered address as recorded in the register of Units of the Partnership."

10. Financial year. "The Partnership's financial year ends on 31 December of each year."

"The first financial year shall begin on the date of formation of the Partnership and shall end on 31 December 2014."

**Traduction Du Texte Qui Précède:
Extrait du contrat social de CRE Loans SCS-SIF**

1. Nom de la société. CRE Loans SCS-SIF

2. Forme juridique. Société en commandite simple - Fonds d'investissement spécialisé

3. Associé indéfiniment et solidairement responsable. CRE Loans 2 General Partner S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et organisée en vertu des lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-), avec son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.218 (l'"Associé Commandité").

4. Responsabilité des associés. "L'Associé Commandité sera responsable avec la Société pour toutes les dettes et pertes ne pouvant être recouvrées sur les actifs de la Société.

Les Associés Commanditaires ne seront seulement responsables qu'à concurrence du montant de leurs investissements dans la Société, respectivement le Compartiment en cause."

5. Capital initial. "Le capital souscrit de la Société est fixé à mille cent euros (EUR 1,100.-), divisé en une (1) Part de Gestion avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) et en (ii) dix (10) Parts Ordinaires avec une valeur de cent euros (EUR 100.-) chacune divisé comme suit:

- Une (1) Part de Gestion avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) souscrite par l'Associé Commandité;
- Dix (10) Parts Ordinaires de la (des) Classe(s) en cause avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune, souscrites par l'Associé Commanditaire Initial."

6. Objet social. "L'objet exclusif de la Société est d'investir directement ou indirectement les fonds qui lui sont disponibles dans (i) des Actifs Financiers et de parvenir à un retour attractif pour les Investisseurs et (ii) tous autres investissements éligibles (incluant les Actifs Immobiliers) en vertu de la Loi de 2007, avec pour objet de diversifier les risques d'investissement et d'octroyer aux Associés les résultats de la gestion de ses actifs.

Pour servir l'objet de la Société, la Société peut réaliser tous les investissements ou opérations légaux, commerciaux, techniques et financiers et en général, toutes transactions nécessaires ou jugées utiles à la réalisation et au développement de son objet et qui est permise sous la Loi de 2007 sous réserve du respect de la Politique, des Pouvoirs et Restrictions d'Investissement tels que décrits pour chaque Compartiment en cause dans la Section Spéciale."

7. Siège social. 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché of Luxembourg.

8. Gérance / Représentation de la société. La Société sera gérée par CRE Loans 2 General Partner S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, en sa qualité d'Associé Commandité.

L'Associé Commandité a le pouvoir d'administrer et de gérer la Société et ses Compartiments en accord avec les Objectifs d'Investissement, Les Politiques d'Investissement et les Pouvoirs et Restrictions d'Investissement la conduite de la gestion et des affaires de la Société et de ses Compartiments, en conformité avec les lois et réglementations applicables et avec le LPA, le Document d'Emission, en ce inclus sa (ses) Section(s) Spéciale(s). Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou le LPA à l'assemblée générale des Associés sont de la compétence exclusive de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité, sur le fondement du principe de diversification des risques, a en particulier le pouvoir de déterminer (i) l'Objectif d'Investissement, la Politique d'Investissement, les Pouvoirs et Restrictions d'Investissement à mettre en oeuvre concernant chaque nouveau Compartiment, (ii) les stratégies de sortie à appliquer concernant chaque nouveau Compartiment, (iii) le levier à mettre en oeuvre concernant chaque nouveau Compartiment, (iv) la couverture des taux d'intérêt et des risques de change à appliquer à chaque nouveau Compartiment, (v) la conduite de la gestion et des affaires de la Société, le tout dans l'Objectif d'Investissement, la Politique d'Investissement, les Pouvoirs et Restrictions d'Investissement tels que définis par l'Associé Commandité dans le Document d'Emission, en conformité avec les lois et réglementations applicables.

La Société pourra, dans les conditions et dans les limites définies par les lois et réglementations luxembourgeoises, nommer un GFIA externe autorisé dans le but de mettre en oeuvre les fonctions décrites en annexe I de la Directive GFIA. Les détails relatifs à la nomination du GFIA externe seront définis dans le Document d'Emission.

"La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de l'Associé Commandité ou par la signature de toute autre Personne à qui ce pouvoir aura été conféré par l'Associé Commandité.

Aucun Associé Commanditaire ne représentera la Société."

9. Date d'établissement et durée. La Société a été établie le 8 août 2014 pour une durée illimitée.

"La Société est établie pour une durée illimitée.

Bien que la Société ait été établie pour une durée illimitée, ses Compartiments peuvent être lancés aussi bien pour une durée limitée qu'illimitée, tel que décrit plus spécifiquement dans la Section Spéciale.

Dans l'hypothèse où un Compartiment est établi pour une durée limitée, l'Associé Commandité peut, à l'expiration de la période de temps initiale, étendre la durée du Compartiment en cause une ou plusieurs fois et sous réserve des procédures définies dans la Section Spéciale. A l'expiration de la durée du Compartiment, les dispositions de l'Article 29 s'appliquent.

A chaque extension de la durée d'un Compartiment, les Associés enregistrés doivent être dûment notifiés par écrit, par un avis envoyé à leur adresse connue telles qu'enregistrée dans le Registre des Parts de la Société."

10. Exercice comptable. "L'exercice comptable de la Société prend fin le 31 décembre de chaque année."

"Le premier exercice comptable commence à la date de formation de la Société et se termine le 31 décembre 2014."

Référence de publication: 2014141402/129.

(140160309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

BG Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 178.554.

Ce document remplace et rectifie celui annexé au dépôt L130116904 du 11 juillet 2014

L'an deux mille trois, le vingt-sept juin.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Radices Fiduciam S.A., ayant son siège social à 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.691,

ici représentée par Madame Sarah Lobo, Master of Commerce, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 27 juin 2013, laquelle procuration, singée «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de «BG Asset Management S.A.».

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi sur le territoire de la Ville de Luxembourg. A l'intérieur du territoire de la Ville de Luxembourg, le siège social pourra être transféré sur décision du conseil d'administration.

2.2. Le siège social pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur décision de l'Assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications de statuts.

2.3. La société peut également par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.4. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. Objet.

3.1. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le contrôle, la gestion, le développement et la mise en valeur de ces participations.

3.2. La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La Société peut emprunter sous toutes les formes.

3.3. La Société peut encore acquérir tout brevet, licence, marque ou procédé ou mode de fabrication, et l'exploiter soit directement, soit à travers des licences à accorder aux sociétés dans lesquelles elle a des participations directes ou indirectes, soit à des tiers.

3.4. D'une façon générale, elle peut prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1. La société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La société peut être dissoute à tout moment par décision des actionnaires délibérant aux conditions requises pour une modification statutaire.

Titre II. - Capital

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), divisé en 2.170 (deux mille cent soixante-dix) actions A et 930 (neuf cent trente) actions B, d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement libéré.

Art. 6. Modification du capital social.

6.1. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant conformément à l'article 18.3. ci-après.

6.2. Sans préjudice de l'article 6.1 ci-avant, les augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière proposée par le conseil d'administration.

6.3. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

6.4. La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

6.5. Toute prime d'émission constituée peut être distribuée par l'Assemblée Générale suivant les modalités de distribution d'une réserve libre.

Art. 7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription se feront aux époques et aux conditions que le conseil d'administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 8. Nature des actions.

8.1. Les actions sont nominatives.

8.2. Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance.

8.3. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Art. 9. Cession d'actions.

9.1. Dans le cas où un actionnaire (la «Partie Initiatrice») reçoit une offre de la part d'un tiers potentiel acheteur (l'«Acheteur») d'acheter tout ou partie des actions de la société, cette Partie Initiatrice informera au préalable par écrit l'autre actionnaire et la société de l'offre d'acquisition en question (l'Avis de Transfert).

Dès réception de l'Avis de Transfert émanant de la Partie Initiatrice, l'autre actionnaire disposera de trente (30) jours calendaires pour signaler à la Partie Initiatrice (l'Avis de Tag Along) qu'il souhaite céder à l'Acheteur un nombre d'actions dans une proportion égale que le nombre d'actions prévus dans l'Avis de Transfert.

L'Avis de Tag Along constituera un engagement irrévocable de cession des actions à l'Acheteur, aux termes et conditions contenus dans l'Avis de Transfert.

La Partie Initiatrice n'aura pas le droit de transférer ces parts à l'Acheteur, à moins que l'Acheteur n'acquière également l'ensemble des actions de l'autre actionnaire telle que définis dans l'Avis de Tag Along, à des termes et conditions identiques à celles contenus dans l'Avis de Transfert.

A moins que l'autre associé n'en convienne différemment, la réalisation de la cession (i) des actions par la Partie Initiatrice et (ii) des actions de l'autre actionnaire interviendra simultanément.

Les dispositions du présent point 9.1 ne s'appliquent pas à la situation où un des actionnaires cède tout ou partie de ses actions à une entité contrôlée directement ou indirectement par ce même actionnaire.

9.2. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant propriétaire unique à son égard. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Art. 10. Emprunts obligataires convertibles.

10.1. Le conseil d'administration met en oeuvre l'émission d'emprunts obligataires, convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, décidée par l'assemblée générale des actionnaires conformément à l'article 18.3 ci-après.

10.2. L'assemblée générale des actionnaires, statuant conformément à l'article 18.3 ci-après, précise par la même les conditions de l'emprunt obligataire telles que la nature, le volume, le prix, le taux d'intérêts, la devise des emprunts ainsi que les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Titre III. - Administration, Direction, Surveillance

Art. 11. Conseil d'administration.

11.1. La société est administrée par un conseil composé de 5 membres, actionnaires ou non. Le conseil d'administration comporte trois administrateurs proposé par l'actionnaire A («l'administrateur A») et deux administrateurs proposé par l'actionnaire B («l'administrateur B»).

11.2. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale annuelle pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

11.3. En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte doivent se réunir et pourvoir à son remplacement sans préjudice des dispositions de l'article 11.1 ci-dessus, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires. Aucune décision prévue à l'article 12.4. ne pourra être prise aussi longtemps que la vacance du poste d'un administrateur A ou d'un administrateur B perdure.

Art. 12. Réunions du conseil d'administration.

12.1. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président. Le premier président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

12.2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs.

12.3. Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que i) si la majorité de ses membres est présente ou représentée et ii) si au moins un administrateur A et un administrateur B sont présents ou représentés. Sauf les décisions reprises à l'article 12.4, toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité simple.

12.4. Les décisions suivantes ne peuvent être prises qu'avec l'accord des administrateurs A et de l'administrateur B:

i) décisions stratégiques de la société en ce compris notamment les décisions d'investissement et de divestissement sous quelque forme que ce soit, l'octroi de prêts et de tous autres instruments financiers semblables, l'engagement de négociations avec des sociétés tierces la rupture desquelles entraînerait des conséquences financières pour la Société, l'acceptation ou la renonciation des mandats de gestion de sociétés tierces;

ii) désignation des conseillers pour des projets spécifiques (banques, conseillers juridiques et fiscaux, réviseurs d'entreprises,...) («les conseillers approuvés») ainsi que la définition des termes et la conclusion des contrats avec ces conseillers;

iii) la distribution d'acomptes sur dividendes;

iv) le paiement des honoraires, salaires, commissions, frais et autres dépenses qui excèdent le montant de 50.000 euros.

12.5. Les administrateurs peuvent émettre leur vote par voie circulaire. Ils peuvent émettre leur vote ou leur accord par lettre, télécopieur ou courrier électronique.

12.6. L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu. Dans un tel cas, les administrateurs utilisant ce type de technologie seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo. La réunion tenue par des moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la société.

12.7. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par deux membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 13. Pouvoirs généraux du conseil d'administration. Sans préjudice des dispositions de l'article 12.4 ci-dessus, le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus et exclusifs pour faire tous les actes d'administration et de gestion qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale.

Art. 14. Délégation de pouvoirs.

14.1. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, entendue dans son sens le plus large, à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

14.2. Sans préjudice des dispositions de l'article 12.4 ci-avant, la gestion journalière comprend l'accomplissement d'actes courants tels que notamment le paiement des notes d'honoraires ou factures des conseillers approuvés, le paiement et l'accomplissement des mesures en relation avec les impôts, taxes et autres charges fiscales régulières de la Société, la conclusion et le paiement des contrats de fourniture pour la Société (si nécessaire), l'information aux investisseurs, le suivi et le traitement administratif des participations de la Société.

Art. 15. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la société est en toutes circonstances représentée dans le cadre de son objet social par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B ou par les délégués du conseil agissant dans les limites de leurs pouvoirs.

Art. 16. Commissaire.

16.1. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

16.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Art. 17. Indemnisation. La Société peut indemniser tout administrateur ou directeur et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur ou directeur de la société ou, à la requête de toute autre société de laquelle la société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave ou de mauvaise gestion.

Titre IV. - Assemblée générale**Art. 18. Pouvoirs de l'assemblée générale.**

18.1. L'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

18.2. Sauf dans les cas déterminés par la loi et par l'article 18.3 des présents Statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des voix émises.

18.3. Les résolutions modifiant les statuts de la Société ainsi que les décisions suivantes ne peuvent être valablement prises que par une décision unanime des Actionnaires A et B:

- i) les modifications de capital quelque soit leur forme (en ce compris, entre autres, les contributions en nature, les fusions et les scissions);
- ii) les conditions relatives à l'émission d'actions nouvelles (article 6.2), la renonciation au droit préférentiel de souscription des actions à émettre et à l'émission d'emprunts obligataires convertibles ou autres (article 10);
- iii) résolutions nécessaires pour la mise en oeuvre des décisions stratégiques de la société telles que définies à l'article 12.4 i);

Art. 19. Endroit et date de l'assemblée générale ordinaire.

19.1. L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année au siège social de la Société, le premier octobre à 11.00 heures.

19.2. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tient le premier jour ouvrable suivant.

19.3. Le conseil d'administration ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Art. 20. Votes. Chaque action donne droit à une voix

Titre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices**Art. 21. Année sociale.**

21.1. L'année sociale commence le premier juillet et finit le 30 juin de chaque année.

21.2. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Art. 22. Répartition de bénéfices.

22.1. Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

22.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

22.3. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation.

23.1. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des statuts.

23.2. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité de l'article 18.3. ci-dessus.

Titre VII. - Disposition générale

Art. 24. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et prendra fin le 30 juin 2014.

La première assemblée générale des actionnaires se tiendra en 2014.

Souscription

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Nombre d'Actions	Montant souscrit (en EUR)	% du capital social
Radices Fiduciam S.A.	31.000	31.000	100,00%
Total	31.000	31.000	100,00%

Les Actions ont été intégralement libérées par paiement en espèces, de sorte que la somme de 31.000 EUR (trente et un mille Euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi que preuve en a été donnée au notaire soussigné par la production d'un certificat bancaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ont été dûment accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille deux cent euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale extraordinaire.

Le comparant ci-dessus, représentant la totalité du capital souscrit a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois).
2. Sont nommés administrateurs:

Administrateurs A:

- Monsieur Jean Martin Stoffel, Maître de Sciences en Gestion, né le 1^{er} avril 1982, à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
- Madame Sarah Lobo, Master of Commerce, née le 18 novembre 1984, à Mumbai (Inde), avec adresse professionnelle au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Administrateurs B:

- Madame Sonja Bemtgen, Licenciée en criminologie, née le 4 janvier 1955, à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Sauf renouvellement, leur mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Picigiemme S.à r.l., ayant son siège social à 38, Haerebiërg, L-6868 Wecker, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75.133.

Sauf renouvellement, son mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

4. Le siège social de la Société est fixé à L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Lobo, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 4 juillet 2013. REM/2013/1173. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2014141339/257.

(140160467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Bluehouse Property Fund IV GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 190.034.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of August,

Before, Maître Henri Hellinckx, notary professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Bluehouse Accession Project XX Limited, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at Chrysorogiatis & Kolokotroni, 3040, Limassol, Cyprus, registered with Cyprus Ministry of Commerce, Industry and Tourism under number HE 321052;

here represented by Mathieu Voos, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a power of attorney given under private seal;

Said power of attorney, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

1. Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Bluehouse Property Fund IV GP, S.à r.l." (the Company).

2. Art. 2. Corporate object.

2.1 The Company may act as general partner of, and take general partner interests, in any Luxembourg limited partnership (formed either as common limited partnership (société en commandite simple) or as special limited partnership (société en commandite spéciale)) organised as specialised investment funds (fonds d'investissement spécialisés) subject to the Luxembourg act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act).

2.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

3. Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

4. Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

5. Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand and five hundred euro (EUR12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares having a nominal value of one euro (EUR1) each.

6. Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting of the shareholders in accordance with article 15 of these articles of association.

7. Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

8. Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a single representative towards the Company.

9. Art. 9. Transfer of shares.

9.1 In case the Company has only one shareholder, the shares held by the sole shareholder are freely transferable.

9.2 In case the Company has several shareholders, any transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of shareholders who represent at least three-quarters of the share capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among shareholders.

9.3 Any transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

9.4 The requirements of articles 189 and 190 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply to the transfer of shares.

10. Art. 10. Redemption of shares.

10.1 The Company shall have the power to acquire shares of its own share capital, provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

10.2 The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association of the Company shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

11. Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

12. Art. 12. Management.

12.1 The Company is managed by at least three managers forming a board of managers. Each manager shall be assigned either an A or a B signatory power. The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

12.2 The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace any of the managers.

12.3 In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects provided that the terms of this article 12 have been complied with.

12.4 All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the board of managers.

12.5 The Company shall be bound by the joint signature of any two managers, including at least a manager with an A signatory power.

12.6 Any two managers, including at least a manager with an A signatory power, jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12.7 The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented and the positive vote of any manager with an A signatory power. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members and at least a manager with an A signatory power is present or represented at a meeting of the board of managers.

12.8 A chairman pro tempore may be appointed by the board of managers for each meeting of the board of managers. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

12.9 Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any two managers, including at least a manager with an A signatory power, jointly. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

12.10 A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the

managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

12.11 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

13. Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

14. Art. 14. General meetings of the shareholder(s).

14.1 An annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

14.2 Other general meetings of the shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

14.3 As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

15. Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority.

15.1 The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

15.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions regardless of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

15.3 However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

16. Art. 16. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

17. Art. 17. Financial statements.

17.1 Each year as at the end of the financial year, the Company's balance sheet and the profit and loss statement are established under the responsibility of the board of managers.

17.2 Each shareholder may inspect the balance sheet and the profit and loss statement at the Company's registered office.

18. Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) on a pro rata basis in proportion to his (their) share holding in the Company. The board of managers may decide to pay interim dividends.

19. Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders(s) or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine his (their) powers and remuneration.

20. Art. 20. Auditor. In accordance with article 200 of the 1915 Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

21. Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to twelve thousand and five hundred (12,500) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid-up by Bluehouse Accession Project XX Limited, prenamed, by payment in cash, so that the amount of twelve thousand and five hundred EUR (EUR 12,500) is from now on at the free disposal of the Company, proof of which has been duly given to the officiating notary.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,500.-

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers of the Company is set at five (5);
2. the meeting appoints as members of the board of managers of the Company for an unlimited period of time:
 - Charalampos Pandis, Manager, born on 16 July 1967 in Athens, Greece, whose professional address is at 8, Zaimi Street, 106 83, Athens, Greece, having an A signatory power;
 - Ioannis Delikanakis, Manager, born on 4 September 1967 in Athens, Greece, whose professional address is at 32, Voukourestitou Street, 106 71 Athens, Greece, having an A signatory power;
 - Victor Pisante, Manager, born on 22 September 1965 in Athens, Greece, whose private address is at Immeuble Mogador 12, 9, rue du Pont du Diable, 3963 Crans-Montana, Switzerland, having an A signatory power;
 - Véronique Gillet, Independent Manager, born on 18 October 1961 in Arlon, Belgium, whose professional address is at 58, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a B signatory power;
 - Yvon Lauret, Consultant, born on 5 January 1967 in Algrange (Moselle), France, whose professional address is at 58, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a B signatory power;
3. the registered office of the Company is established at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six août.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Bluehouse Accession Project XX Limited, une société de droit chypriote, ayant son siège social à Chrysorogiatitis & Kolokotroni, 3040, Limassol, Chypre, inscrite au Ministère chypriote du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, sous le numéro HE 321052,

Ici représentée par Mathieu Voos, dont l'adresse professionnelle est au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

1. Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Bluehouse Property Fund IV GP, S.à r.l." (ci-après, la Société).

2. Art. 2. Objet social.

2.1 La Société peut agir en tant qu'associé commandité de, et prendre des intérêts d'associé commandité dans toute société en commandite (sous forme soit d'une société en commandite simple soit d'une société en commandite spéciale) organisée en tant que fonds d'investissement spécialisés soumis à la loi luxembourgeoise modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la Loi de 2007).

2.2 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

3. Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4. Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance de la Société.

4.3 La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

5. Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

6. Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

7. Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

8. Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

9. Art. 9. Transfert de parts sociales.

9.1 Lorsque la Société a un associé unique, toutes les cessions des parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

9.2 En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

9.3 La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux associés survivants.

9.4 Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées en ce qui concerne le transfert de parts sociales.

10. Art. 10. Rachat de parts sociales.

10.1 La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

10.2 L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts de la Société en vertu de l'article 15 des présents statuts sont d'application.

11. Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

12. Art. 12. Gérance.

12.1 La Société est gérée par au moins trois gérants qui formeront un conseil de gérance. Chaque gérant se verra attribuer soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

12.2 L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des gérants.

12.3 Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

12.4 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

12.5 La Société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants dont un gérant au moins ayant un pouvoir de signature A.

12.6 Deux gérants, dont un gérant au moins ayant un pouvoir de signature A, conjointement pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

12.7 Les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et le vote positif d'un gérant ayant un pouvoir de signature A. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement

seulement si au moins la majorité de ses membres et au moins un gérant ayant un pouvoir de signature A sont présents ou représentés lors de la réunion du conseil de gérance.

12.8 Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

12.9 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par deux gérants, dont un gérant au moins ayant un pouvoir de signature A, conjointement. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

12.10 Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

12.11 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

13. Art. 13. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

14. Art. 14. Assemblées générale des associés.

14.1 Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

14.2 D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

14.3 Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

15. Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et majorité.

15.1 L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

15.2 En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

15.3 Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

16. Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

17. Art. 17. Comptes annuels.

17.1 Chaque année à la fin de l'année sociale, les comptes sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

17.2 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

18. Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

19. Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

20. Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

21. Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les Statuts de cette Société ayant ainsi été établis, la partie comparante déclare qu'elle souscrit douze mille cinq cents (12.500) parts sociales représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par paiement en numéraire par la société Bluehouse Accession Project XX Limited, prénommée, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR12.500) est désormais à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.500.-.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution, l'unique associé représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. les membres du conseil de gérance sont au nombre de cinq (5).
2. L'assemblée nomme en tant que membres du conseil de gérance de la Société pour une durée indéterminée:
 - Charalampos Pandis, Gérant, né le 16 juillet 1967 à Athènes, Grèce, dont l'adresse professionnelle est à 8, Zaimi street, 106 83, Athènes, Grèce, ayant un pouvoir de signature A;
 - Ioannis Delikanakis, Gérant, né le 4 septembre 1967 à Athènes, Grèce, dont l'adresse professionnelle est à 32, Voukourestiou Street, 106 71 Athènes, Grèce, ayant un pouvoir de signature A;
 - Victor Pisante, Gérant, né le 22 septembre 1965 à Athènes, Grèce, dont l'adresse privée est à Immeuble Mogador 12, 9, rue du Pont du Diable, 3963, Crans-Montana, Suisse, ayant un pouvoir de signature A;
 - Véronique Gillet, Gérant indépendant, née le 18 octobre 1961 à Arlon, Belgique, dont l'adresse professionnelle est à 58, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ayant un pouvoir de signature B;
 - Yvon Lauret, Consultant, né au 5 janvier 1967 à Algrange (Moselle), France, dont l'adresse professionnelle est à 58, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un pouvoir de signature B.
3. le siège social de la société est établi à 5, rue Guillaume Kroll, L1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, qui est connue du notaire par son prénom, nom, état et demeure, ladite partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. VOOS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 août 2014. Relation: LAC/2014/37795. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141328/367.

(140160671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Excalibur I S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 33.112.500,00.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 175.704.

L'AN DEUX MIL QUATORZE, LE TRENTE JUILLET.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1) «Equinox Two S.C.A.», ayant son siège social au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B129986,

représentée par Monsieur Massimiliano SELIZIATO, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé en date du 29 juillet 2014,

2) «G. & C. HOLDING SRL», ayant son siège social au 10, Corso G. Matteotti, I-20121 Milan, inscrite auprès de Registro delle Imprese de Milano sous le numéro 06116300960,

ici représentée par Monsieur Massimiliano SELIZIATO, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé en date du 29 juillet 2014.

Les prédictes procurations, signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter le fait qu'elles sont les seuls et uniques actionnaires («Actionnaires») détenant ensemble l'intégralité des 33.112.500 (trente-trois millions cent douze mille cinq cents) actions représentatives du capital social de la société anonyme «EX-CALIBUR I S.A.», ayant son siège social au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B175704 (la «Société»), constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «EXCALIBUR I», suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 6 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 621 du 14 mars 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 6 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1252 du 16 mai 2014.

Ces constatations et déclarations faites, les Actionnaires, représentés tel que mentionné auparavant, ayant reconnu être pleinement informés de la résolution devant être prise sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

Version anglaise

“ **Art. 3.** The object for which the Company is established is to take participations, directly and/or indirectly, in whatever form, in Target, as well as the acquisition of any security and right, by means of participation, contribution, subscription, underwriting, option to purchase or by any other means, their management and development as well as any operation related directly or indirectly to its corporate object.

The Company may take out any loans to promote the fulfilment of its corporate object and grant any assistance, loan, advance or guarantee to Target and/or to its shareholders within the limits of the applicable law.

In addition, the Company can carry out any financial, business, real estate or security transaction, related directly or indirectly to its object or likely to ease its fulfilment.”

Version française

« **Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participations, de manière directe et/ou indirecte, sous quelque forme que ce soit, dans la Cible, ainsi que l'acquisition de tout titre ou droit, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option d'achat ou par tout autre moyen, ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations, et toute opération liée directement ou indirectement à son objet social.

La Société peut contracter des emprunts pour promouvoir la réalisation de son objet social et accorder toute aide, prêt, avance ou garantie à la Cible et/ou à ses actionnaires dans les limites de la loi applicable.

En outre, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières liées directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

Ces constatations et déclarations faites, les actionnaires, représentés tel que mentionné auparavant, ayant reconnu être pleinement informés de la résolution unique devant être prise sur la base de l'ordre du jour ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit la résolution unique prise à l'unanimité:

Résolution Unique

Les Actionnaires décident de modifier l'article 3 de statuts de la Société comme suit afin de lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise

“ **Art. 3.** The object for which the Company is established is to take participations, directly and/or indirectly, in whatever form, in Target, as well as the acquisition of any security and right, by means of participation, contribution, subscription, underwriting, option to purchase or by any other means, their management and development as well as any operation related directly or indirectly to its corporate object.

The Company may take out any loans to promote the fulfilment of its corporate object and grant any assistance, loan, advance or guarantee to Target and/or to its shareholders within the limits of the applicable law.

In addition, the Company can carry out any financial, business, real estate or security transaction, related directly or indirectly to its object or likely to ease its fulfilment.”

Version française

« **Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participations, de manière directe et/ou indirecte, sous quelque forme que ce soit, dans la Cible, ainsi que l'acquisition de tout titre ou droit, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option d'achat ou par tout autre moyen, ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations, et toute opération liée directement ou indirectement à son objet social.

La Société peut contracter des emprunts pour promouvoir la réalisation de son objet social et accorder toute aide, prêt, avance ou garantie à la Cible et/ou à ses actionnaires dans les limites de la loi applicable.

En outre, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières liées directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital et des modifications des statuts qui précèdent, est estimé approximativement à EUR 1.700,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, le prêtre mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. SELIZIATO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 06 août 2014. Relation: RED/2014/1766. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 septembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014141466/90.

(140160418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Rice Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,01.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 178.353.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rice TopCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014143700/15.

(140163267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Finedining S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.017.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 169.987.

In the year two thousand fourteen, on the third day of the month of September.

Before the undersigned, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

FINEDINING (CAYMAN) LIMITED, a company limited by shares governed by the laws of the Cayman Islands, having its registered address at South Church Street, Ugland House, KY - KY1-1104 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number MC-270383,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given privately.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "Finedining S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 169.987, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger, dated 4 July 2012, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 1969 (page 94480) on 8 August 2012 (the "Company"). The Articles of the Company were amended for the last time on 3 October 2012 pursuant to a deed of the notary Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C number 2950 (page 141578) on 5 December 2012.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolution taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to redesignate all the existing classes of shares in the share capital of the Company into the following new classes of shares in the Company with the rights and obligations as set forth in the Articles as amended by the fourth resolution as follows:

- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class A Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class A 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class B Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class B 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class C Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class C 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class D Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class D 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class E Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class E 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class F Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class F 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class G Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class G 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class H Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class H 1 shares;
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class I Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class I 1 shares; and
- twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) Class J Shares are redesignated as twenty million one hundred twenty-five thousand (20,125,000) class J 1 shares.

The existing share premium of the Company will be available in respect of all shares of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the issued share capital of the Company by seventeen Euro (EUR 17) from its present amount of two million twelve thousand five hundred Euro (EUR 2,012,500) to two million twelve thousand five hundred seventeen Euro (EUR 2,012,517), by creating and issuing

- one hundred seventy (170) class A 1 shares;
- one hundred seventy (170) class B 1 shares;
- one hundred seventy (170) class C 1 shares;
- one hundred seventy (170) class D 1 shares;
- one hundred seventy (170) class E 1 shares;
- one hundred seventy (170) class F 1 shares;
- one hundred seventy (170) class G 1 shares;
- one hundred seventy (170) class H 1 shares;
- one hundred seventy (170) class I 1 shares; and
- one hundred seventy (170) class J 1 shares;

(the "New Class 1 Shares"), each of these New Class 1 Shares having a par value of one Euro cent (0.01 EUR), and being issued and fully paid up on the terms and conditions as set out in the Articles as amended by the fourth resolution.

The New Class 1 Shares are subscribed and fully paid up by FINEDINING (CAYMAN) LIMITED, prenamed, being the sole existing shareholder of the Company.

Such New Class 1 Shares are paid up by a contribution in cash of an amount of eighteen Euro seventy Cents (EUR 18.70) to be allocated as follows: seventeen Euro (EUR 17.-) is allocated to the share capital of the Company and one Euro seventy Cents (EUR 1.70) is allocated to the legal reserve of the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the issued share capital of the Company by two million four thousand four hundred eighty-three Euro (EUR 2,004,483) from its present amount of two million twelve thousand five hundred Euro (EUR 2,012,517) to four million seventeen thousand Euro (EUR 4,017,000), by creating and issuing the following new classes of shares:

- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class A 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class B 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class C 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class D 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class E 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class F 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class G 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class H 2 shares;
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class I 2 shares; and
- twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class J 2 shares;

(the "New Shares"), each of these New Shares having a par value of one Euro cent (0.01 EUR), and being issued on the terms and conditions as set out in the Articles as amended by the fourth resolution, by a contribution in kind consisting in:

- a freely transferable and unquestioned claim held by FIBA Beteiligungsund Anlage GmbH, a company incorporated under the laws of Austria, having its registered office at Am See 28, A-5310 Mondsee, Austria, registered with the Austrian commercial register under number FN236576 g ("FIBA") (the "Claim"). The Claim is contributed by FIBA to the Company for an aggregate total amount of one hundred nine million nine hundred eighty thousand Euro (EUR 109,980,000) (the "Contribution in Kind"), and this amount is allocated as follows: two million four thousand four hundred eighty-three Euro (EUR 2,004,483) is allocated to the share capital of the Company, one hundred seven million seven hundred seventy-five thousand sixty-eight Euro and seventy Cents (EUR 107,775,068.70) is allocated to the share premium account which shall be available in respect of all shares of the Company and two hundred thousand four hundred forty-eight Euro and thirty Cents (EUR 200,448.30) is allocated to the legal reserve of the Company.

The New Shares are wholly subscribed by FIBA.

Subscription and Payment

FIBA, represented by Flora Gibert prenamed, declares to subscribe for all the New Shares of one Euro cent (EUR 0.01) each for a total issue price of one hundred nine million nine hundred eighty thousand Euro (EUR 109,980,000). The total amount of one hundred nine million nine hundred eighty thousand Euro (EUR 109,980,000) is allocated as follows: two million four thousand four hundred eighty-three Euro (EUR 2,004,483) is allocated to the share capital of the Company

and one hundred seven million seven hundred seventy-five thousand sixty-eight Euro and seventy Cents (EUR 107,775,068.70) is allocated to the share premium account which shall be available in respect of all shares of the Company and two hundred thousand four hundred forty-eight Euro and thirty Cents (EUR 200,448.30) is allocated to the legal reserve of the Company, and paid by the Contribution in Kind described above.

Documents evidencing the valuation of the Contribution in Kind

The value of the Claim has been calculated and evaluated at one hundred nine million nine hundred eighty thousand Euro (EUR 109,980,000) on the basis of the following documents, which will remain here annexed:

- a power of attorney duly executed by FIBA as subscriber of all the New Shares confirming the subscription of the two hundred million four hundred forty-eight thousand three hundred (200,448,300) New Shares; and
- a valuation report from the management of the Company certifying the valuation of the Claim,
- * Effective implementation of the Contribution in Kind FIBA, represented as stated above, declares that:
 - it has the power to transfer the Claim to the Company;
 - that the Claim exists, is unquestioned and freely transferable; and
 - the transfer of the Claim will be effective from the date of the notarial deed enacting the increase of share capital of the Company by creating and issuing the New Shares.

The Sole Shareholder and FIBA, represented as stated above, declare that:

- all further formalities have been carried out in the Grand Duchy of Luxembourg and in Germany in order to duly formalise the transfer of the Claim to the Company and to render it effective anywhere and towards any third party.

Upon becoming shareholder of the Company pursuant to the third resolution, FIBA joins the Sole Shareholder (referred to with FIBA as the "Shareholders") in passing the following resolution:

Fourth resolution

The Shareholders resolve to fully restate the Articles of the Company in order to reflect the above decisions and to include specific provisions regarding a shareholders' agreement relating to the Company, which shall henceforth read as follows:

" **1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Finedining S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Board of Managers if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the Shareholders (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Managers as appropriate in the circumstances described in the previous sentence.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Managers thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to the extent necessary or desirable for the purposes of the other objects of the Company, to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Managers thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to the extent necessary or desirable for the purposes of the other objects of the Company, to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Managers thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is four million seventeen thousand Euro (EUR 4,017,000) divided into: twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class A 1 shares (the "Class A 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class A 2 shares (the "Class A 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class B 1 shares (the "Class B 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class B 2 shares (the "Class B 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class C 1 shares (the "Class C 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class C 2 shares (the "Class C 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class D 1 shares (the "Class D 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class D 2 shares (the "Class D 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class E 1 shares (the "Class E 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class E 2 shares (the "Class E 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class F 1 shares (the "Class F 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class F 2 shares (the "Class F 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class G 1 shares (the "Class G 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class G 2 shares (the "Class G 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class H 1 shares (the "Class H 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class H 2 shares (the "Class H 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class I 1 shares (the "Class I 1 Shares");

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class I 2 shares (the "Class I 2 Shares");

twenty million one hundred twenty-five thousand one hundred seventy (20,125,170) class J 1 shares (the "Class J 1 Shares"); and

twenty million forty-four thousand eight hundred thirty (20,044,830) class J 2 shares (the "Class J 2 Shares"),

each having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) and the rights and obligations set out in these Articles. The Class 1 Shares and the Class 2 Shares have the same rights and obligations, except as provided for in Article 8 of these Articles or in any Shareholders' Agreement.

5.2 The Ordinary Share capital of the Company may be reduced exclusively through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued shares of one or more classes of Ordinary Shares (an "Ordinary Share Redemption") in the following order (Provided always that the share capital of the Company shall not be reduced below Eur 12,500):

the Class J Shares;

the Class I Shares;

the Class H Shares;

the Class G Shares;

the Class F Shares;

the Class E Shares;

the Class D Shares;

the Class C Shares;

the Class B Shares; and

the Class A Shares.

5.3 Upon an Ordinary Share Redemption becoming effective, the holders of the Ordinary Shares which are repurchased by the Company as part of the Ordinary Share Redemption (the "Redeemed Ordinary Shares") will be paid the Redemption Price for each Redeemed Ordinary Share of the relevant Class.

5.4 In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s) subject to any apportionment to any class or classes of Shares made by Shareholders Resolution passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

5.5 The Shares are in registered form.

5.6 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.7 The subscribed share capital may be increased and new Shares may be issued in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles, with the 1915 Law and with the provisions of any Shareholders' Agreement.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by Article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of Articles 189 and 190 of the 1915 Law.

7.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of any Shareholders' Agreement (including in relation to drag-along or tag-along).

8. Management.

8.1 The Company will be managed by as many managers as are determined by Shareholders' Resolution, but not less than three (3) managers and not more than four (4) managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law, these Articles and any Shareholders' Agreement as follows:

8.1.1 In the event that the Company has three Managers, one Manager will be nominated by notice in writing to the Company by the holders of a majority of the Class 2 Shares, whereas the other Managers will be nominated by notice in writing by the holders of a majority of the Class 1 Shares;

8.1.2 In case the Company has four Managers, two Managers will be nominated in writing by the holders of a majority of the Class 2 Shares, whereas the other Managers will be nominated by notice in writing by the holders of a majority of the Class 1 Shares;

The Managers will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.2 For the avoidance of doubt, no person shall be a Manager unless he or she has been nominated by the Holders of a majority of the Class 1 Shares or the Holders of a majority of the Class 2 Shares in accordance with Article 8.1 or has been deemed to have been so nominated in accordance with Article 8.1 and the Board of Managers shall only be validly constituted if at least 3 Managers have been appointed in accordance with these provisions as required by Article 8.1.

8.3 For the avoidance of doubt, Martin Mix and Wolfgang Zettel are deemed to have been nominated by the holders of a majority of the Class 1 Shares and Georg Bryan-Orr is deemed to have been nominated by the holders of a majority of the Class 2 Shares.

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law, these Articles and any Shareholders' Agreement.

9. Powers of the managers. The Board of Managers may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles or any Shareholders Agreement to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 the joint signature of any two Managers;

10.2 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents (which may include one or more Managers) and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 The Board of Managers shall appoint a chairman (the "Chairman") in accordance with any Shareholders' Agreement.

12.2 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") shall be held at least quarterly per calendar year.

12.3 Board Meetings are convened by the Chairman in writing with at least fourteen (14) days' notice. Any Manager is entitled, subject to specifying the subjects of the agenda, to request the Chairman to convene a Board Meeting, and if the Chairman does not comply with such request, such Manager may convene the Board Meeting himself. In case of urgency, the Chairman may reduce the notice period to not less than two (2) days in order to convene the Board Meetings and furthermore he may convene the Board of Managers orally, by telephone, in text form or in writing. The day on which the convening notice is sent out and the day on which the Board Meeting is held are not taken into consideration for the calculation of the notice period. The subjects of the agenda should be included in the convening notice. For the purposes of this Article, (a) a notice 'in writing' will include (without limitation) a copy of the notice signed by the Chairman or the Manager convening the Board Meeting as appropriate sent by (i) telefacsimile or (ii) by e-mail as a pdf attachment; and (b) 'text form' means any textual form, including by SMS or by an e-mail setting out the notice by without the need to attach a copy of the signed notice as a pdf attachment. The requirements for the convocation of Board Meetings mentioned above in this Article 12.3 may be waived with the consent of all the Managers.

12.4 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.7.

12.5 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if all of the Managers are present or represented (even if they abstain from voting). If such quorum is not reached, a new Board Meeting should be convened, in accordance with Article 12.3, with the same agenda and respecting a notice period of at least five (5) days, or in case of urgency, of

at least two (2) days. In such a Board Meeting, the Board of Managers can validly debate and take decisions if at least two (2) Managers are present or represented.

12.6 Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority (with the Chairman having the casting vote in the event of a tie), subject to the provisions relating to reserved matters of any Shareholders' Agreement.

12.7 Subject as provided in any Shareholders' Agreement, a Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.8 Subject as provided in any Shareholders' Agreement, a resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.9 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the Holder (regardless of whether the shareholding comprises Class 1 Shares or Class 2 Shares).

13.2 Subject as provided in Articles 5.4, 13.2, 13.4, 13.5 and by Luxembourg Law and the provisions relating to reserved matters in any Shareholders' Agreement (together the "Shareholder Resolution Provisos"), Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by (a) a majority of the votes cast in respect of the resolution and (b) as required by Luxembourg Law, by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented (subject to the Shareholder Resolution Provisos).

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.2, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 The quorum for a Shareholders' Meeting shall be Shareholders present or represented at the meeting holding at least 75% of the Shares unless all the Shareholders have waived these quorum requirements either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative, subject as provided in Articles 13.2, 13.4, 13.5, the provisions of Luxembourg Law and the Shareholder Resolution Provisos, provided that if that quorum is not reached at the first Shareholders' Meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed at the second Shareholders' Meeting irrespective of the numbers of present or represented Shares, except as provided in Articles 13.2, 13.4, 13.5, the provisions of Luxembourg Law and the Shareholder Resolution Provisos.

13.9

13.9.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.9.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. For the avoidance of doubt, subject to the Shareholder Resolution Provisos, Shareholders' Resolutions passed by written resolution are only valid if they are passed by Shareholders holding more than three quarters of the Shares irrespective of whether or not all the Shareholders have voted, provided that if that figure is not reached within 8 days of the draft written resolution being circulated by any Manager to Shareholders for signature, then the written resolution may be recirculated by any Manager to Shareholders for

signature and, subject to the Shareholder Resolution Provisos the resolution may be passed by a majority of the votes cast in writing, irrespective of the number of Shares represented and irrespective of whether or not all the Shareholders have voted. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.9.1 and this Article 13.9.2, irrespective of whether all Shareholders have voted or not. For the avoidance of doubt, written resolutions may be circulated to Shareholders by facsimile transmission or an e-mail attachment or by letter or any other method permitted by law.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to Article 196 of the 1915 Law on the first Tuesday of the month of June at 11:00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Board of Managers shall propose, if they think it is appropriate, that cash available for remittance be distributed.

15.3 The payment of any dividend (including interim dividends) shall be made in accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement and, in the case of a dividend in respect of any Ordinary Shares in accordance with the following provisions:

a) First, the holders of Class A Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.65% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class B Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.60% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class C Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.55% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class D Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.50% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class E Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.45% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class F Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.40% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class G Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.35% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class H Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.30% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class I Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (a) are to be made on a pari passu basis between the holders of the relevant class of Shares.

b) After the distribution set out under a) above, all remaining income available for further distribution (the "Excess") in the Company, if any, shall be paid to the holders of Class J Shares (or if the Class J Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class I Shares; or if the Class I Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class H Shares; or if the Class H Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class G Shares; or if the Class G Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class F Shares; or if the Class F Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class E Shares; or if the Class E Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class D Shares; or if the Class D Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class C Shares; or if the Class C Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class B Shares; or if the Class B Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class A Shares).

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (b) are to be made on a pari passu basis between the holders of the relevant class of Ordinary Shares.

15.4 The Board of Managers may, subject to compliance with any Shareholders' Agreement, decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13 and any Shareholders' Agreement. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Definitions, Interpretation and Luxembourg law

17.1 Definitions:

17.1.1 "Available Amount" equals: $(W + X + Y) - Z$ where W, X, Y and Z are the following amounts taken from the Interim Accounts without double counting:

"W" means the net profits of the Company including carried forward profits less any losses of the Company including carried forward losses;

"X" means any freely distributable share premium and other freely distributable reserves of the Company other than any premia included in Y and, for the avoidance of doubt, other than any share premium which only relates to shares other than the Redeemed Shares;

"Y" means the amount paid up by way of par value and share premium on the Redeemed Shares;

"Z" means any sums to be placed into or retained in a non-distributable reserve pursuant to the requirements of law or these Articles;

17.1.2 "Bankrupt" has the meaning given in article 437 of the Luxembourg Commercial Code;

17.1.3 "Board of Managers" has the meaning given by Article 8.1;

17.1.4 "Business Day" means a day other than a Saturday, Sunday or public holiday in Luxembourg;

17.1.5 "Class 1 Shareholders" means the holders at the relevant time of the Class 1 Shares and "Class 1 Shareholder" shall be construed accordingly;

17.1.6 "Class 2 Shareholders" means the holders at the relevant time of the Class 2 Shares and "Class 2 Shareholder" shall be construed accordingly;

17.1.7 "Class 1 Shares" means the Class A 1 Shares, the Class B 1 Shares, the Class C 1 Shares, the Class D 1 Shares, Class E 1 Shares, Class F 1 Shares, Class G 1 Shares, Class H 1 Shares, Class I 1 Shares and the Class J 1 Shares;

17.1.8 "Class 2 Shares" means the Class A 2 Shares, the Class B 2 Shares, the Class C 2 Shares, the Class D 2 Shares, Class E 2 Shares, Class F 2 Shares, Class G 2 Shares, Class H 2 Shares, Class I 2 Shares and the Class J 2 Shares;

17.1.9 "Class A Shares" means the Class A 1 Shares and the Class A 2 Shares;

17.1.10 "Class B Shares" means the Class B 1 Shares and the Class B 2 Shares;

17.1.11 "Class C Shares" means the Class C 1 Shares and the Class C 2 Shares;

17.1.12 "Class D Shares" means the Class D 1 Shares and the Class D 2 Shares;

17.1.13 "Class E Shares" means the Class E 1 Shares and the Class E 2 Shares;

17.1.14 "Class F Shares" means the Class F 1 Shares and the Class F 2 Shares;

17.1.15 "Class G Shares" means the Class G 1 Shares and the Class G 2 Shares;

17.1.16 "Class H Shares" means the Class H 1 Shares and the Class H 2 Shares;

17.1.17 "Class I Shares" means the Class I 1 Shares and the Class I 2 Shares;

17.1.18 "Class J Shares" means the Class J 1 Shares and the Class J 2 Shares;

17.1.19 "Distributions" means all payments to be made by the Company in respect of the Shares including (a) in respect of dividends, yield, repurchase, cancellation and/or redemption and (b) on or following a liquidation or dissolution of the Company;

17.1.20 "Interim Accounts" are management accounts of the Company;

17.1.21 "Liquidation" means any voluntary or involuntary or compulsory liquidation, bankruptcy, dissolution or winding up of the affairs of the Company;

17.1.22 "Ordinary Share Redemption" has the meaning given to it in Article 5.2;

17.1.23 "Ordinary Shares" means the Class 1 Shares and the Class 2 Shares;

17.1.24 "Redeemed Ordinary Share" has the meaning given to it by Article 5.3;

17.1.25 "Redemption Price" equals the Total Redemption Amount in relation to the relevant Class or Classes of Shares divided by the total number of Redeemed Ordinary Shares of the relevant Class or Classes of Shares;

17.1.26 "Registered Address" means the address (or e-mail address or fax number as appropriate) of a Shareholder as recorded in the share register of the Company;

17.1.27 "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly;

17.1.28 "Shareholders Agreement" means any shareholders agreement to be entered into between FINEDINING (CAYMAN) LIMITED and FIBA Beteiligungs- und Anlage GmbH as such agreement may be amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time in accordance with the terms thereof;

17.1.29 "Shareholders' Resolution" has the meaning given to it by Article 2.2.2;

17.1.30 "Shares" means the shares in the capital of the Company in issue from time to time;

17.1.31 "Total Redemption Amount" is such amount as is determined by resolution of the Board of Managers and approved by general meeting of the Shareholders in each case consistent with the terms of any Shareholders' Agreement, not exceeding the Available Amount.

17.2 In these Articles:

17.2.1 a reference to:

(a) any statutory provision or statute or council directive includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modification) thereof and all subordinate legislation made thereunder, in each case for the time being in force, except where the context requires otherwise;

(b) a "person" includes a reference to an individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(c) a document is a reference to that document as amended, restated, varied, novated, supplemented or replaced from time to time;

(d) a person includes, where appropriate, a reference to that person's legal personal representatives, successors and permitted assigns;

(e) one gender shall include each gender; and

(f) the singular includes the plural and vice versa (unless the context otherwise requires).

17.2.2 The headings in these Articles do not affect their interpretation.

17.2.3 The ejusdem generis principle of construction shall not apply to these Articles. Accordingly general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words.

17.3 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand Euros.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his/her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Followed by the german translation of the above:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am dritten Tag des Monats September,
ist vor Uns, dem unterzeichnenden Notar Joseph Elvinger, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN

FINEDINING (CAYMAN) LIMITED, eine nach dem Recht der Kaimaninseln gegründete Aktiengesellschaft, mit Gesellschaftssitz in South Church Street, Uglard House, KY - KY1-1104 Grand Cayman, Kaimaninseln, und im Gesellschaftsregister der Kaimaninseln eingetragen unter der Nummer MC-270383,

hier vertreten durch Flora Gibert geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer erteilten Vollmacht;

Die vorgenannte Vollmacht, nach "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten des Erschienenen und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

Der Erschienene ist der alleinige Gesellschafter (der "Alleinige Gesellschafter") von "Finedining S.à r.l.", eine Luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.987, gegründet durch eine notarielle Urkunde, welche von dem Notar Joseph Elvinger, Notar, am 4. Juli 2012 erstellt wurde, dessen Satzung (die "Satzung") im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial C") unter der Nummer 1969 (Seite 94480) am 8. August 2012 veröffentlicht wurde (die "Gesellschaft"). Die Satzung wurde zum letzten Mal am 3. Oktober 2012, durch eine notarielle Urkunde des Notars Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, welche im Mémorial C unter der Nummer 2950 (Seite 141578) am 5. Dezember 2012 veröffentlicht wurde, abgeändert.

Der Erschienene, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ersucht den Notar, gemäß den Bedingungen des Artikels 200-2 des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in abgeänderter Form, nach

welchem der alleinige Gesellschafter einer société à responsabilité limitée die Machtbefugnisse einer Hauptversammlung, in Form eines Protokolls oder in Form eines Schreibens, ausführen kann, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, alle bestehenden Klassen von Stammgeschäftsanteilen am Kapital der Gesellschaft in die folgenden neuen Klassen von Stammgeschäftsanteilen der Gesellschaft, mit den in der durch den vierten Beschluss geänderten Satzung aufgeführten Rechten und Pflichten, wie folgt abzuändern:

- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse A werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse A 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse B werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse B 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse C werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse C 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse D werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse D 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse E werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse E 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse F werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse F 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse G werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse G 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse H werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse H 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse I werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse I 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;
- Zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Stammgeschäftsanteile der Klasse J werden in zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausend (20.125.000) Klasse J 1 Stammgeschäftsanteile umgewandelt;

Das bestehende Aufgeld der Gesellschaft wird im Hinblick auf alle Stammgeschäftsanteile der Gesellschaft verfügbar gemacht.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, das ausgegebene Kapital der Gesellschaft um siebzehn Euro (EUR 17) vom aktuellen Betrag in Höhe von zwei Millionen zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 2.012.500) auf zwei Millionen zwölftausendfünfhundertsiebzehn Euro (EUR 2.012.517) zu erhöhen, durch die Schaffung und Ausgabe von:

- einhundertsiebzig (170) Klasse A 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse B 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse C 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse D 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse E 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse F 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse G 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse H 1 Stammgeschäftsanteile;
- einhundertsiebzig (170) Klasse I 1 Stammgeschäftsanteile; und
- einhundertsiebzig (170) Klasse J 1 Stammgeschäftsanteile;

(die "Neuen Klasse 1 Stammgeschäftsanteile"), mit einem Nennwert von je einem Eurocent (0,01 EUR) pro Neue Klasse 1 Stammgeschäftsanteil, und ausgegeben und vollständig eingezahlt gemäß Bedingungen und Voraussetzungen der Satzung, welche im vierten Beschluss angegeben ist.

Die Neuen Klasse 1 Stammgeschäftsanteile werden gezeichnet und vollständig eingezahlt durch die obengenannte FINEDINING (CAYMAN) LIMITED, welche alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft ist.

Die Neuen Klasse 1 Stammgeschäftsanteile werden durch Bareinlage in Höhe von siebzehn Euro (EUR 17,-) eingezahlt, welche wie folgt aufgeteilt werden: siebzehn Euro (EUR 17,-) werden in voller Höhe dem Kapital der Gesellschaft zugeordnet und ein Euro siebzig (EUR 1,70) werden der gesetzlichen Rücklage zugeordnet.

Die Bescheinigung über das Bestehen und die Summe der Einlage wurden dem unterzeichnenden Notar vorgelegt.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, das ausgegebene Kapital der Gesellschaft um zwei Millionen viertausendvierhundertdreiundachtzig Euro (EUR 2.004.483) zu erhöhen, so dass das aktuelle Gesellschaftskapital von zwei Millionen

zwölftausendfünfhundertsiebzehn Euro (EUR 2.012.517) auf vier Millionen siebzehntausend Euro (EUR 4.017.000) erhöht wird, indem neue Stammgeschäftsanteilsklassen geschaffen und ausgegeben werden:

- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse A 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse B 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse C 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse D 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse E 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse F 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse G 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse H 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse I 2 Stammgeschäftsanteile;
- Zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20,044,830) Klasse J 2 Stammgeschäftsanteile;

(die "Neuen Stammgeschäftsanteile"), wobei jeder Neue Stammgeschäftsanteil einen Nennwert von einem Eurocent (0,01 EUR) hat und, gemäß den Bedingungen und Konditionen der Satzung, welche im vierten Beschluss geändert wurde, ausgegeben und komplett durch folgende Sacheinlage eingezahlt:

- eine frei übertragbare und unstreitige Forderung gehalten von FIBA Beteiligungs- und Anlage GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung österreichischen Rechts, mit Gesellschaftssitz Am See 28, A-5310 Mondsee, Österreich, und eingetragen im österreichischen Firmenbuch unter der Nummer FN236576g ("FIBA") (die "Forderung"),

Die Forderung wird von FIBA für die Gesellschaft zu einem Gesamtbetrag von einhundertneun Millionen neunhundertachtzigtausend Euro (EUR 109.980.000) eingelegt (die "Sacheinlage"), und dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt: zwei Millionen viertausendvierhundertdreiundachtzig Euro (EUR 2.004.483) werden dem Kapital der Gesellschaft zugeteilt, einhundertseven Millionen siebenhundertfünfundsiebzigtausendachtundsechzig Euro und siebenzig Cent (EUR 107.775.068,70) werden dem Aufgeldkonto zugeteilt, welches hinsichtlich aller Anteile verfügbar gemacht wird, und zweihunderttausendvierhundertachtundvierzig Euro und dreißig Cent (EUR 200.448,30) werden der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeteilt.

Die Neuen Stammgeschäftsanteile werden komplett von FIBA gezeichnet.

Zeichnung- und Einzahlung

FIBA, vertreten durch Flora Gibert, wie oben angegeben, erklärt alle Neuen Stammgeschäftsanteile zu je einem Cent (EUR 0,01) und zu einem gesamten Emissionspreis von einhundertneun Millionen neunhundertachtzigtausend Euro (EUR 109.980.000) zu zeichnen. Der Gesamtbetrag von einhundertneun Millionen neunhundertachtzigtausend Euro (EUR 109.980.000) wird wie folgt aufgeteilt: zwei Millionen viertausendvierhundertdreiundachtzig Euro (EUR 2.004.483) werden dem Kapital der Gesellschaft zugeteilt, einhundertseven Millionen siebenhundertfünfundsiebzigtausendachtundsechzig Euro und siebenzig Cent (EUR 107.775.068,70) werden dem Aufgeldkonto zugeteilt und zweihunderttausendvierhundertachtundvierzig Euro und dreißig Cent (EUR 200.448,30) werden der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeteilt, und eingezahlt gegen die Sacheinlage wie oben beschrieben.

Dokumente, die den Wert der Sacheinlage belegen

Der Wert der Forderung wurde berechnet und bewertet mit einem Ergebnis von einhundertneun Millionen neunhundertachtzigtausend Euro (EUR 109.980.000) auf Basis folgender Dokumente, welche hier als Anhang beigefügt werden:

- Eine Bevollmächtigung, die von FIBA, als Unterzeichner der Neuen Stammgeschäftsanteile, ausgeführt wird und die die Zeichnung von zweihundert Millionen vierhundertachtundvierzigtausenddreihundert (200.448.300) Neuen Stammgeschäftsanteilen bestätigt; und
- Bewertungsgutachten der Geschäftsführung der Gesellschaft welche den Wert der Forderung bestätigt.

Wirksame Umsetzung der Sacheinlage

FIBA, vertreten durch einen Bevollmächtigten, wie oben angegeben, erklärt:

- bevollmächtigt zu sein, die Forderung an die Gesellschaft zu übertragen;
- dass die Forderung existiert und dass sie unstreitig und frei übertragbar ist; und
- dass die Übertragung der Forderung mit der Unterzeichnung der notariellen Urkunde, welche die Kapitalerhöhung sowie die Zeichnung und Ausgabe der Neuen Stammgeschäftsanteile beurkundet, wirksam wird.

Der Alleinige Gesellschafter und FIBA, vertreten durch einen Bevollmächtigten, wie oben angegeben, bestätigen:

- dass alle Förmlichkeiten, bezüglich einer ordnungsgemäßen Übertragung der Forderung an die Gesellschaft, im Großherzogtum Luxemburg und in Deutschland erfüllt wurden, so dass diese überall und gegen jede dritte Person ausgeführt werden kann.

Nachdem FIBA Gesellschafter der Gesellschaft wurde, beschließt FIBA zusammen mit dem Alleinigen Gesellschafter (nachstehend: zusammen mit FIBA, die "Gesellschafter") folgenden Beschluss:

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft komplett abzuändern um die obengenannten Beschlüsse umzusetzen und die spezifischen Bestimmungen bezüglich der Vereinbarung zwischen den Gesellschaftern in Bezug auf die Gesellschaft einzubeziehen, die wie folgt gefasst wird:

" **1. Rechtsform und Name der Gesellschaft.** Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "Finedining S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung").

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (der "Sitz") ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch den Rat der Geschäftsführer für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat; oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (inner- oder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter (im Folgenden die "Beschlüsse der Hauptversammlung") gemäß der vorliegenden Satzung (einschließlich Artikel 13.4) und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburgs, einschließlich des Gesetzes von 1915 (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der ordnungsgemäße Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche, ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird entsprechend durch den Rat der Geschäftsführer getroffen in den im vorigen Satz beschriebenen Umständen.

2.4 Niederlassungen oder andere Repräsentanzen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck ist es:

3.1 als Beteiligungsgesellschaft ("Holdinggesellschaft") zu fungieren und die geschäftlichen Tätigkeiten der juristischen Personen, an denen sie direkt oder indirekt eine Beteiligung hält, zu koordinieren. Hierunter fallen auch der Teilerwerb oder Gesamterwerb (ob durch originäre Zeichnung, Ausschreibung, Kauf, Tausch oder anderweitig) von Aktien, Anteilen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen sowie von sonstigen Vermögensgegenständen und Wertpapieren jeglicher Art, mit dem Ziel, diese als Anlage zu halten, zu tauschen, zu verkaufen oder auf sonstige Weise zu disponieren;

3.2 alle möglichen Handelsgeschäfte auszuführen sowie Gewerbe zu betreiben und das gesamte Geschäft oder Teile des Geschäfts, die Liegenschaften und/oder Verbindlichkeiten jeder Person, die entsprechende Geschäfte ausübt, zu erwerben, abzuwickeln und auszuüben;

3.3 Geld und Vermögensmittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln, Kredite und Darlehen zu gewähren, und zwar zu den Bedingungen, die von den Geschäftsführern als angemessen erachtet werden, mit oder ohne Stellung von Sicherheiten;

3.4 soweit erforderlich oder erwünscht zur Erfüllung anderer Gesellschaftszwecke, Kredite in jeglicher Form aufzunehmen oder sonstige Kreditfazilitäten zu nutzen, Gelder aufzubringen zu den Bedingungen, die von den Geschäftsführern als angemessen erachtet werden. Dies umfasst auch Ausgabe, Erwerb, Umwandlung, Einlösung und Abrechnung von Schuldscheinen und sonstigen dauerhaften oder anderen, konvertierbaren oder nicht konvertierbaren Forderungs- oder Kapitalinstrumenten, unabhängig davon, ob das (bestehende oder zukünftige) Unternehmenseigentum oder noch nicht aufgerufenes Kapital ganz oder teilweise belastet werden (soweit dies nach Luxemburger Recht zulässig ist);

3.5 Beteiligungen an Dritten zu erwerben oder mit diesen zu verschmelzen, zu fusionieren, sich zusammenzuschließen, in eine Partnerschaft oder eine andere Vereinbarung zum Zwecke der Profitteilung zu treten, eine Interessensgemeinschaft oder eine Kooperation einzugehen, Gemeinschaftsunternehmen zu gründen, gegenseitige Zugeständnisse oder anderweitige Vereinbarungen mit beliebigen Personen, einschließlich der eigenen Mitarbeiter, zu treffen;

3.6 soweit erforderlich oder erwünscht zur Erfüllung anderer Gesellschaftszwecke, Garantien, Garantieverträge oder Bürgschaften abzuschließen sowie Sicherheiten für die Erfüllung der sich hieraus ergebenden Verpflichtungen bereitzustellen. Darunter fallen auch Geldleistungen von einer beliebigen Person (unter Einbeziehung aller juristischen Personen, an denen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung in beliebiger Höhe hält sowie jeder Person ("einer Holdinggesellschaft"), die direkt oder indirekt eine Beteiligung an der Gesellschaft hält oder der gleichen Unternehmensgruppe angehört sowie jede Person, die auf sonstige Weise mit der Gesellschaft geschäftlich oder unternehmerisch verbunden ist), unabhängig davon, ob die Gesellschaft dadurch (mittelbar oder unmittelbar) eine Gegenleistung oder einen Vorteil erhält und unabhängig davon, ob eine persönliche Zusage oder eine Hypothek, eine Belastung oder ein Zurückbehaltungsrecht über einen Teil oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft, das Eigentum oder das (aktuelle

und zukünftige) Vermögen oder Sonstiges besteht. Der Begriff "Garantie" im Sinne dieses Artikels 3.6 umfasst jede Art von Verbindlichkeit, unabhängig von ihrer genauen Bezeichnung und zugleich die Verpflichtung, diese zu bezahlen, zu erfüllen, finanzielle Mittel für die Bezahlung und Begleichung zur Verfügung zu stellen, Zahlungen im Fall des Zahlungsausfalls sicherzustellen und abzusichern beziehungsweise anderweitig für die Verbindlichkeiten oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen zu haften;

3.7 bewegliches oder unbewegliches Vermögen (Grundbesitz) zu kaufen, zu pachten, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig zu erwerben. Dies umfasst zudem sämtliche sonstigen diesbezüglichen Rechte oder Sonderrechte;

3.8 jede Art von beweglichen oder unbeweglichen Vermögen sowie Teile oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft zu verkaufen, zu verleihen auszutauschen, zu vermieten oder darüber zu verfügen, soweit dies von den Geschäftsführern als angemessen erachtet wird. Dies umfasst Aktien, Schuldverschreibungen und andere Sicherheiten, welche entweder bereits ganz oder teilweise eingezahlt wurden, von beliebigen Personen, unabhängig davon, ob sie (ganz oder teilweise) vergleichbare Zwecke verfolgen. Ferner umfasst dies auch das Recht, Gesellschaftsanteile, Schuldverschreibungen und andere erworbene Sicherheiten zu halten sowie Eigentum und Rechte der Gesellschaft in Teilen oder als Ganzes zu verbessern, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verleihen, zu belasten, darüber zu verfügen, Optionsrechte zu übertragen, zu verwerten oder anderweitig damit zu verfahren;

3.9 jede Art von Handlungen, die in den einzelnen Absätzen dieses Artikels 3 genannt sind (a) weltweit, (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges, (c) von oder über einen Treuhänder, Bevollmächtigten, Nachunternehmer oder sonstigen (d) eigenständig oder zusammen mit einer oder mehreren anderen Personen vorzunehmen;

3.10 jede Art von Handlungen, die von den Geschäftsführern für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet werden, vorzunehmen (dies umfasst den Abschluss, die Ausführung oder die Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten beliebiger Personen);

STETS UNTER DER VORAUSSETZUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktionen tätigt, welche in den Bereich der reglementierten Tätigkeiten des Finanzsektors fallen oder eine Geschäftserlaubnis nach Luxemburger Recht voraussetzen, solange sie jeweils keine entsprechende Erlaubnis besitzt.

4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbeschränkte Zeitdauer errichtet.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das ausgegebene Gesellschaftskapital beträgt vier Millionen siebzehntausend Euro (EUR 4.017.000.-), eingeteilt in: zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse A 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse A 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse A 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse A 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse B 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse B 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse B 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse B 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse C 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse C 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse C 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse C 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse D 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse D 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse D 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse D 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse E 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse E 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse E 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse E 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse F 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse F 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse F 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse F 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse G 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse G 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse G 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse G 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse H 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse H 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse H 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse H 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse I 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse I 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse I 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse I 2 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen einhundertfünfundzwanzigtausendeinhundertsiebzig (20.125.170) Klasse J 1 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse J 1 Stammgeschäftsanteile");

zwanzig Millionen vierundvierzigtausendachthundertdreißig (20.044.830) Klasse J 2 Stammgeschäftsanteile (die "Klasse J 2 Stammgeschäftsanteile");

mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) und den in dieser Satzung dargelegten Rechten und Pflichten. Die Klasse 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse 2 Stammgeschäftsanteile haben die gleichen Rechte und Pflichten, vorbehaltlich des Artikels 8 dieser Satzung oder einer etwaigen Gesellschaftervereinbarung.

5.2 Das Kapital der Stammgeschäftsanteile der Gesellschaft kann nur durch den Rückkauf und die anschließende Annullierung aller ausgegebenen Gesellschaftsanteile einer oder mehreren Klassen von Stammgeschäftsanteilen reduziert werden (der "Rückkauf der Stammgeschäftsanteile") und dies in der nachstehenden Reihenfolge (immer vorausgesetzt, dass das Gesellschaftskapital der Gesellschaft nicht unter EUR 12.500,- herabgesetzt wird):

- die Klasse J Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse I Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse H Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse G Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse F Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse E Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse D Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse C Stammgeschäftsanteile;
- die Klasse B Stammgeschäftsanteile; und
- die Klasse A Stammgeschäftsanteile.

5.3 Beim Wirksamwerden eines Rückkaufs der Stammgeschäftsanteile, wird den Besitzern der im Rahmen eines Rückkaufs der Stammgeschäftsanteile durch die Gesellschaft zurückgekauften Stammgeschäftsanteile (die "Zurückgekauften Stammgeschäftsanteile") der Rückkaufs Preis für jeden Rückgekauften Stammgeschäftsanteil der betreffenden Klasse gezahlt.

5.4 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital, kann ein Aufgeldkonto eröffnet werden, auf welches etwaige Anteilsaufgelder einzuzahlen sind. Der Betrag dieses Kontos steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung, vorausgesetzt die etwaigen Zuteilungen an eine Klasse oder Klassen von Stammgeschäftsanteilen erfolgte durch einen Beschluss der Hauptversammlung, der von einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel der Stammgeschäftsanteile halten, angenommen worden sind.

5.5 Alle Stammgeschäftsanteile sind Namensanteile.

5.6 Alle Stammgeschäftsanteile haben die gleichen Rechte, vorbehaltlich anders lautender Bestimmungen in dieser Satzung.

5.7 Das ausgegebene Gesellschaftskapital kann erhöht werden und neue Stammgeschäftsanteile können ausgegeben werden im Einklang mit den zur Änderung der Satzung benötigten Bedingungen, mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen einer etwaigen Gesellschaftervereinbarung.

6. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 In begründeten Einzelfällen können mehrere Personen als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden. Voraussetzung dafür ist, dass alle Inhaber der Anteile die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll. Die Gesellschaft wird diesen Anteileneinhaber so behandeln, als ob er der einzige Inhaber sei. Dies gilt auch im Hinblick auf Abstimmungen, Dividenden oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung der Anteile.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Anteilseigner hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Sofern die Gesellschaft mehr als einen Anteilseigner hat, gilt:

7.2.1 Anteile dürfen, mit Ausnahme von Sterbefällen, nicht an Nichtgesellschafter übertragen werden. Es sei denn, dass Anteilseigner, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, der Übertragung in der Hauptversammlung zugestimmt haben.

7.2.2 Die Übertragung von Anteilen an Nichtgesellschafter infolge Sterbefalls bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Anteile der Hinterbliebenen halten oder das Vorliegen eines der in Artikel 189 des Gesetz von 1915 vorgesehenen Umstände;

7.2.3 Die Übertragung von Anteilen unterliegt den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

7.3 Die Übertragung von Anteilen unterliegt den Bestimmungen etwaiger Gesellschaftervereinbarungen (einschließlich in Bezug auf Drag-along oder Tagalong).

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von so vielen Geschäftsführern verwaltet, wie durch Beschluss der Gesellschafter bestimmt wird, doch nicht weniger als drei (3) Geschäftsführer und nicht mehr als vier (4) Geschäftsführer, ("Geschäftsführer"), welche durch Beschluss der Gesellschafter im Einklang mit Luxemburger Recht, dieser Satzung und etwaigen Gesellschaftervereinbarungen wie folgt ernannt werden:

8.1.1 Im Falle, dass die Gesellschaft über drei Geschäftsführer verfügt, wird ein Geschäftsführer von den Anteilshabern der Klasse 2 Stammgeschäftsanteile durch schriftliche Benachrichtigung an die Gesellschaft ernannt, wohingegen die anderen Geschäftsführer von den Anteilshabern der Klasse 1 Stammgeschäftsanteile durch schriftliche Benachrichtigung ernannt werden;

8.1.2 Falls die Gesellschaft über vier Geschäftsführer verfügt, werden zwei Geschäftsführer von den Anteilshabern der Klasse 2 Stammgeschäftsanteile durch schriftliche Benachrichtigung an die Gesellschaft ernannt, während die anderen Geschäftsführer von den Anteilshabern der Klasse 1 Stammgeschäftsanteile durch schriftliche Notiz an die Gesellschaft ernannt werden;

Die Geschäftsführer bilden einen Geschäftsführerrat (oder conseil de gérance) (der "Rat der Geschäftsführer").

8.2 Um jeden Zweifel auszuschließen, kann niemand Geschäftsführer werden wenn er oder sie nicht von einer Mehrheit von Anteilshabern der Klasse 1 Stammgeschäftsanteile oder von einer Mehrheit von Anteilshabern der Klasse 2 Stammgeschäftsanteile im Einklang mit Artikel 8.1 ernannt wurde oder als im Einklang mit Artikel 8.1 ernannt worden erachtet wird und der Rat der Geschäftsführer ist nur gültig gebildet, wenn mindestens 3 Geschäftsführer im Einklang mit diesen Bestimmungen ernannt wurden wie in Artikel 8.1 vorgesehen.

8.3 Um jeden Zweifel auszuschließen, gelten Martin Mix und Wolfgang Zettel als von einer Mehrheit von Anteilshabern der Klasse 1 Stammgeschäftsanteile ernannt und Georg Bryan-Orr gilt als von einer Mehrheit von Anteilshabern der Klasse 2 Stammgeschäftsanteile ernannt.

8.4 Ein Geschäftsführer kann jederzeit und aus beliebigem Grund durch einen Beschluss der Gesellschafter, welcher im Einklang mit dieser Satzung, Luxemburger Recht und etwaigen Gesellschaftervereinbarungen gefasst worden ist, abberufen werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführung. Der Rat der Geschäftsführer ist befugt, alle Geschäfte der Gesellschaft vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch das Gesetz, diese Satzung oder etwaigen Gesellschaftervereinbarungen ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

10. Rechtmässige Vertretung. Die Gesellschaft wird, gemäß Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung, gegenüber Dritten wie folgt vertreten und/oder wirksam verpflichtet:

10.1 durch die gemeinsame Unterschrift von jeweils zwei Geschäftsführern;

10.2 durch die alleinige Unterschrift einer anderen Person, sofern dieser Person entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 11 übertragen worden sind.

11. Ad-hoc Bevollmächtigte. Der Rat der Geschäftsführer kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben jeweils auf einen oder mehrere Ad-Hoc Bevollmächtigte übertragen (hierzu können auch einer oder mehrere Geschäftsführer zählen). Er legt diesbezüglich sowohl die Dauer der Vertretung, den Verantwortungsbereich, die Vergütung (falls einschlägig) als auch jede andere Bedingung fest.

12. geschäftsführerversammlung.

12.1 Der Rat der Geschäftsführer ernannt im Einklang mit etwaigen Gesellschaftervereinbarungen einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende").

12.2 Sitzungen des Rats der Geschäftsführer ("Geschäftsführerversammlung") finden mindestens viermal pro Kalenderjahr statt.

12.3 Geschäftsführerversammlungen werden durch den Vorsitzenden mit einer Frist von mindestens vierzehn (14) Tagen schriftlich einberufen. Jeder Geschäftsführer ist berechtigt, unter Angabe der Tagesordnungspunkte jederzeit vom Vorsitzenden die Einberufung einer Geschäftsführerversammlung zu verlangen und, wenn der Vorsitzende diesem Verlangen nicht nachkommt, selbst einzuberufen. In dringenden Fällen kann der Vorsitzende die Frist auf nicht weniger als zwei (2) Tage verkürzen und außerdem mündlich, fernmündlich, in Textform oder schriftlich einberufen. Bei der Berechnung der Frist werden jeweils der Tag der Absendung der Einladung und der Tag der Sitzung nicht mitgerechnet. Mit der Einberufung sind die Tagesordnungspunkte mitzuteilen. Im Sinne dieses Artikels, (a) umfasst eine "schriftliche" Einberufungsnachricht die Kopie der vom Vorsitzenden oder dem Geschäftsführer, der die Geschäftsführerversammlung einberuft, wie jeweils anwendbar unterschriebenen Einberufungsnachricht übersandt per (i) Telefax oder (ii) E-Mail als

PDF-Anhalt und (b) Textform umfasst jegliche textliche Form, inbegriffen per SMS oder per E-Mail, die die Einberufungsnachricht darlegt ohne den Bedarf eine Kopie der unterschriebenen Einberufungsnachricht als PDF-Anhang beizufügen. Auf die oben in diesem Artikel 12.3 genannten Anforderungen für die Einberufung der Geschäftsführerversammlungen kann mit der Zustimmung aller Geschäftsführer verzichtet werden.

12.4 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige andere Person) auf einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (der "Vertreter eines Geschäftsführers"), um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung (unbeschadet etwaiger Quorumfordernisse), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung persönlich anwesend sind oder aber unter der Voraussetzungen des Artikels 12.7 persönlich an der Geschäftsführerversammlung teilnehmen.

12.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind (auch wenn diese sich der Stimme enthalten). Falls solch ein Quorum nicht erreicht wird, wird gemäß Artikel 12.3 eine neue Geschäftsführerversammlung einberufen, mit der gleichen Tagesordnung und mit Einhaltung einer Frist von mindestens fünf (5) Tagen, oder im Notfall, von mindestens zwei (2) Tagen. In solch einer Geschäftsführerversammlung kann der Rat der Geschäftsführer wirksam debattieren und Entscheidungen fällen, wenn mindestens zwei (2) Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

12.6 Die Entscheidungen der Geschäftsführerversammlung werden durch einfache Mehrheit getroffen (wobei der Vorsitzende im Fall von Stimmengleichheit über eine Ausschlag gebende Stimme verfügt), vorbehaltlich der sich in etwaigen Gesellschaftervereinbarungen auf vorbehaltene Angelegenheiten beziehenden Bestimmungen.

12.7 Vorbehaltlich etwaiger Gesellschaftervereinbarungen, kann ein Geschäftsführer beziehungsweise dessen Vertreter wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Alle in dieser Weise teilnehmenden Personen gelten als persönlich in der Sitzung anwesend, werden im Quorum mitgezählt und können ihre Stimme abgeben. Alle Geschäfte, die auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigt werden, gelten nach Maßgabe des Luxemburger Rechts im Sinne dieser Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt. Dies gilt auch dann, wenn weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Anzahl von Geschäftsführern (oder deren Vertretern) physisch an demselben Ort anwesend sind.

12.8 Vorbehaltlich etwaiger Gesellschaftervereinbarungen, ist ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ordnungsgemäß und rechtskräftig und steht einem Beschluss, der in einer ordnungsgemäß einberufenen sowie abgehaltenen Geschäftsführerversammlung gefasst wurde, gleich. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Geschäftsführern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

12.9 Jeder in der Geschäftsführerversammlung anwesende Geschäftsführer kann die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigen.

13. Beschlüsse der Gesellschafter.

13.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme pro Anteil, dessen Anteilsinhaber er ist (unabhängig davon ob der Anteilbesitz Klasse 1 Stammgeschäftsanteile oder Klasse 2 Stammgeschäftsanteile umfasst).

13.2 Vorbehaltlich der Regelungen in den Artikeln 5.4, 13.2, 13.4, 13.5 und dem Luxemburger Recht und der sich in etwaigen Gesellschaftervereinbarungen auf vorbehaltene Angelegenheiten beziehenden Bestimmungen (zusammen die "Provisos der Beschlüsse der Gesellschafter") sind Beschlüsse der Gesellschafter nur wirksam, wenn sie (a) von einer Mehrheit der im Zusammenhang mit dem Beschluss abgegebenen Stimmen gefasst wurden (b) wenn sie gemäß Luxemburger Recht von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mindestens die Hälfte der Anteile halten. Soweit diese Anzahl bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten schriftlichen Beschluss nicht erreicht wird, sollen die Gesellschafter ein zweites Mal per Einschreiben einberufen oder konsultiert werden. Die Entscheidung kann sodann mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen ergehen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile (vorbehaltlich der Provisos der Beschlüsse der Gesellschafter).

13.3 Die Verpflichtung eines Gesellschafters zur Erhöhung seiner Beteiligung gegenüber an der Gesellschaft sowie die Änderung der Nationalität der Gesellschaft können nur durch einen einstimmigen Beschluss erfolgen.

13.4 Vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 13.3 werden Beschlüsse, die die Änderung dieser Satzung zum Gegenstand haben (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), soweit nichts anderes bestimmt ist, von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, mit einfacher Mehrheit beschlossen.

13.5 Ein Beschluss, der die Auflösung oder die Art der Liquidierung der Gesellschaft zum Gegenstand hat, muss im Einklang mit dem Luxemburger Recht verabschiedet werden.

13.6 Eine Hauptversammlung der Gesellschafter ("Hauptversammlung") kann ohne Einhaltung aller oder irgendeiner der Einberufungserfordernisse und -formalitäten wirksam beraten und Entscheidungen treffen, wenn alle Gesellschafter auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse und -formalitäten entweder schriftlich oder auf der jeweiligen Hauptversammlung, persönlich oder durch einen bevollmächtigten Stellvertreter, verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann auf einer Hauptversammlung vertreten sein, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder dergleichen) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der kein Gesellschafter zu sein braucht, benennt.

13.8 Das Quorum für eine Hauptversammlung liegt bei Gesellschaftern die anwesend oder vertreten sind und mindestens 75% der Stammgeschäftsanteile besitzen es sei denn, alle Gesellschafter haben auf diese Quorum-Anforderungen, schriftlich oder, bei der entsprechenden Hauptversammlung, in Person oder durch einen Bevollmächtigten, vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 13.3, 13.4, 13.5, der Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der Provisos der Beschlüsse der Gesellschafter verzichtet. Dem ist vorausgesetzt, dass falls das Quorum bei der ersten Hauptversammlung nicht erreicht wird, die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreiben einberufen oder konsultiert werden, und der Beschluss bei der zweiten Hauptversammlung ungeachtet der Anzahl der anwesenden oder vertretenen Stammgeschäftsanteilen, abgesehen der Bestimmungen von Artikel 13.3, 13.4, 13.5, der Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der Provisos der Beschlüsse der Gesellschafter, gefasst wird.

13.9

13.9.1 Soweit die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können Beschlüsse, anstatt auf Gesellschafterversammlungen, auch schriftlich ergehen. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den genauen Text der zu fassenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

13.9.2 Die Mehrheitserfordernisse, die im Hinblick auf die Verabschiedung von Beschlüssen auf Gesellschafterversammlungen gelten, finden auch auf schriftliche Beschlüsse entsprechend Anwendung (*mutatis mutandis*). Um jeden Zweifel auszuschließen, vorbehaltlich der Provisos der Beschlüsse der Gesellschafter, sind Beschlüsse der Gesellschafter nur dann verabschiedet, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet wurden, die mindestens drei Viertel der Stammgeschäftsanteile besitzen, ohne Rücksicht darauf ob alle Gesellschafter abgestimmt haben, vorausgesetzt, dass falls diese Anzahl nicht binnen 8 Tagen nach dem Versenden durch einen Geschäftsführer des Entwurfs des schriftlichen Beschlusses zur Unterschrift durch die Gesellschafter erreicht wurde, kann der schriftliche Beschluss wieder durch einen Geschäftsführer an die Gesellschafter versendet werden und, vorbehaltlich der Provisos der Beschlüsse der Gesellschafter, kann der schriftliche Beschluss durch eine Mehrheit der schriftlichen Abstimmungen, ohne Rücksicht auf die Anzahl der vertretenen Stammgeschäftsanteile und darauf, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben, verabschiedet werden. Die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter sollen mit dem Eingang der Originalkopien (oder per Fax oder Email gesendete Kopien) der Stimmabgaben der Gesellschafter, vorbehaltlich der Regelungen in den Artikeln 13.9.1 und 13.9.2, als gültig verabschiedet gelten, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben. Um Zweifel auszuschließen können schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter per Fax oder E-Mail-Anhang oder Schreiben oder jeder anderen durch Gesetz vorgesehene Methode übersendet werden.

14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar des Jahres und endet jeweils am 31. Dezember des Jahres. Als Übergangsbestimmung beginnt das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am folgenden 31. Dezember (jeweils einschließlich).

14.2 Soweit die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, müssen gemäß Artikel 196 des Gesetzes von 1915 mindestens einmal im Jahr, am ersten Dienstag des Monats Juni um 11 Uhr Gesellschafterversammlungen abgehalten werden. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag, sein wird diese Versammlung am folgenden Bankarbeitstag abgehalten.

15. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.

15.1 Vom Nettogewinn, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals entspricht

15.2 Sofern ausschüttungsfähige Beträge bei der Gesellschaft vorhanden sind, und soweit gesetzlich zulässig und durch diese Satzung erlaubt, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital durch den Rat der Geschäftsführer vorgeschlagen werden, falls diese es für angemessen halten.

15.3 Die Auszahlung etwaiger Dividenden (einschließlich Interimsdividenden) wird im Einklang mit den Bestimmungen etwaiger Gesellschaftervereinbarungen und, im Fall von Dividenden bezüglich Stammgeschäftsanteilen im Einklang mit folgenden Bestimmungen erfolgen:

(a) Zuerst, sollen die Inhaber der Klasse A Stammgeschäftsanteile ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,65% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse B Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,60% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse C Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,55% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse D Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,50% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse E Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,45% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse F Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,40% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse

G Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,35% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse H Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,30% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten. Die Inhaber der Klasse I Stammgeschäftsanteile sollen ein pro rata Recht auf Vorzugsdividende von 0,25% des Nennwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Stammgeschäftsanteile erhalten.

Um Zweifel auszuschließen, sollen die Auszahlungen die unter (a) getätigt werden auf einer pari passu Basis zwischen den Inhabern der jeweiligen Klasse von Stammgeschäftsanteilen erfolgen.

(b) Nach der unter (a) hier oben vorgesehenen Ausschüttung, wird das eventuell zur Verteilung in der Gesellschaft verbleibende Einkommen (der "Überschuss"), an die Inhaber der Klasse J Stammgeschäftsanteile ausgeschüttet (oder falls die Klasse J Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse I Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse I Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse H Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse H Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse G Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse G Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse F Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse F Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse E Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse E Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse D Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse D Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse C Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse C Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse B Stammgeschäftsanteile; oder falls die Klasse B Stammgeschäftsanteile annulliert wurden und nicht mehr existieren, an die Inhaber der Klasse A Stammgeschäftsanteile).

Um jeden Zweifel auszuschließen, sollen die Auszahlungen die unter (b) getätigt werden auf einer pari passu Basis zwischen den Inhabern der jeweiligen Klasse von Stammgeschäftsanteilen erfolgen.

15.4 Der Rat der Geschäftsführer, vorbehaltlich des Einhaltens etwaiger Gesellschaftervereinbarungen, kann vor Ende des Geschäftsjahres Interim dividenden an die Gesellschafter auszahlen, sofern auf Grundlage eines Zwischenabschlusses ausreichende Mittel zur Verfügung stehen, wobei (i) der Betrag, welcher ausgeschüttet werden soll, den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen, und vermindert um den Verlustvortrag sowie aufgrund des sich aus dem Gesetz ergebenden und satzungsmäßiger Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellende Beträge, nicht übersteigen und (ii) solche ausgeschütteten Beträge, die nicht dem erzielten Gewinn entsprechen, sind von den Gesellschaftern zurückzuzahlen.

16. Auflösung und Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft soll durch die Versammlung der Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, Artikel 13 und etwaigen Gesellschaftervereinbarungen beschlossen werden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt lediglich einen alleinigen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter nach eigenem Ermessen die Auflösung beschließen, indem er selbst alle, bekannten oder unbekannten, Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt.

17. Definitionen, Interpretation und Luxemburger Recht.

17.1 Definitionen:

17.1.1 "Verfügbarer Betrag" gleicht: $(W + X + Y) - Z$ wobei W, X, Y und Z den folgenden, aus den Zwischenabschlüssen stammenden Beträgen entsprechen, und dies ohne Doppelzählung:

"W" bedeutet den Reingewinn der Gesellschaft, einschließlich Gewinnvortrag abzüglich etwaigen Verlusten der Gesellschaft einschließlich Verlustvorträgen;

"X" bedeutet etwaige frei ausschüttbare Anteilsprämien und andere frei ausschüttbare Reserven der Gesellschaft, mit Ausnahme jeweiliger Prämien die unter Y betroffen sind und, um jeden Zweifel auszuschließen, mit Ausnahme jeder Prämie die nur Stammgeschäftsanteile betreffen die nicht den Rückgekauften Stammgeschäftsanteilen entsprechen;

"Y" bedeutet den durch Nennbetrag und Anteilsprämie bezüglich der Rückgekauften Stammgeschäftsanteile einbezahlten Betrag;

"Z" bedeutet jeden in eine nicht-ausschüttbare Reserve einbezahlten oder zurückbehaltenen Betrag bezüglich den Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung;

17.1.2 "Bankrott" hat die in Artikel 437 des Luxemburger Handelsgesetzbuches festgelegte Bedeutung;

17.1.3 "Rat der Geschäftsführer" hat die in Artikel 8-1 gegebene Bedeutung;

17.1.4 "Bankarbeitstag" bedeutet jeden Tag außer einem Samstag, Sonntag oder gesetzlichem Feiertag in Luxemburg;

17.1.5 "Klasse 1 Gesellschafter" bedeutet den/die Inhaber zu dem betreffenden Zeitpunkt der Klasse 1 Stammgeschäftsanteile;

17.1.6 "Klasse 2 Gesellschafter" bedeutet den/die Inhaber zu dem betreffenden Zeitpunkt der Klasse 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.7 "Klasse 1 Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse A 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse B 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse C 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse D 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse E 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse F 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse G 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse H 1 Stammgeschäftsanteile, die Klasse I 1 Stammgeschäftsanteile, und die Klasse J 1 Stammgeschäftsanteile;

17.1.8 "Klasse 2 Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse A 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse B 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse C 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse D 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse E 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse F 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse G 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse H 2 Stammgeschäftsanteile, die Klasse I 2 Stammgeschäftsanteile, und die Klasse J 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.9 "Klasse A Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse A 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse A 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.10 "Klasse B Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse B 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse B 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.11 "Klasse C Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse C 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse C 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.12 "Klasse D Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse D 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse D 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.13 "Klasse E Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse E 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse E 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.14 "Klasse F Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse F 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse F 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.15 "Klasse G Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse G 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse G 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.16 "Klasse H Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse H 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse H 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.17 "Klasse I Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse I 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse I 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.18 "Klasse J Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse J 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse J 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.19 "Ausschüttung" bedeutet alle von der Gesellschaft bezüglich der Stammgeschäftsanteile einschließlich (a) bezüglich der Dividenden, Rendite, Rückkauf, Annullierung und/oder Rücknahme und (b) bei oder nach der Liquidation oder Auflösung der Gesellschaft zu leistende Zahlungen;

17.1.20 "Zwischenabschlüsse" sind Verwaltungskonten der Gesellschaft;

17.1.21 "Liquidation" bedeutet eine freiwillige oder unfreiwillige oder gezwungene Liquidation, Bankrott, Auflösung oder Abwicklung der Geschäfte der Gesellschaft;

17.1.22 "Rückkauf der Stammgeschäftsanteile" hat die in Artikel 5.2 gegebene Bedeutung;

17.1.23 "Stammgeschäftsanteile" bedeutet die Klasse 1 Stammgeschäftsanteile und die Klasse 2 Stammgeschäftsanteile;

17.1.24 "Zurückgekaufte Stammgeschäftsanteile" hat die in Artikel 5.3 gegebene Bedeutung;

17.1.25 "Rückkaufs-Preis" bedeutet den Gesamtrückzahlungsbetrag hinsichtlich der jeweiligen Klasse oder Klassen von Stammgeschäftsanteilen geteilt durch die gesamte Zahl der Zurückgekauften Stammgeschäftsanteile der jeweiligen Klasse oder Klassen von Stammgeschäftsanteilen;

17.1.26 "Registrierte Anschrift" bedeutet die Briefanschrift (oder E-Mail Adresse oder Fax Nummer falls einschlägig) eines Gesellschafters wie sie im Gesellschafterregister der Gesellschaft eingetragen ist;

17.1.27 "Gesellschafter" bedeutet den/die Inhaber zu dem betreffenden Zeitpunkt der Stammgeschäftsanteile;

17.1.28 "Gesellschaftervereinbarung" bedeutet etwaige Gesellschaftervereinbarungen die zwischen FINEDINING (CAYMAN) LIMITED und FIBA Beteiligungs- und Anlage GmbH abgeschlossen werden, wie sie geändert, neu formuliert, ergänzt oder anderenfalls von Zeit zu Zeit, im Einklang mit den darin enthaltenen Bestimmungen, modifiziert werden können;

17.1.29 "Beschluss der Gesellschafter" hat die in Artikel 2.2.2 angegebene Bedeutung;

17.1.30 "Stammgeschäftsanteile" bedeutet die im Kapital der Gesellschaft von Zeit zu Zeit ausgegebene Anteile;

17.1.31 "Gesamtrückzahlungsbetrag" ist jener Betrag, der durch Beschluss des Rat der Geschäftsführer festgelegt und von der Hauptversammlung der Gesellschafter in jedem Fall im Einklang mit den Bestimmungen einer etwaigen Gesellschaftervereinbarung genehmigt wurde, und der den Verfügbaren Betrag nicht überschreitet.

17.2 In der vorliegenden Satzung:

17.2.1 umfasst/umfassen:

(a) eine momentan gültige gesetzliche oder satzungsgemäße Regelung oder Richtlinie des Rats alle Änderungen dazu und alle Wiederholungen (mit oder ohne Änderung) davon und alle nachrangigen Rechtsvorschriften, die diesen unterliegen außer wenn der Zusammenhang es anders erfordert;

(b) eine "Person" sowohl ein Individuum als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigener Rechtspersönlichkeit);

(c) ein Dokument einen Verweis zu diesem Dokument wie es von Zeit zu Zeit modifiziert, neu formuliert, geändert, erneuert, ergänzt oder ersetzt wurde;

(d) eine Person, falls anwendbar, einen Verweis an die Rechtsvertreter, Nachfolger und Zessionare dieser Person;

(e) ein Geschlecht jedes Geschlecht; und

(f) die Einzahl die Mehrzahl und umgekehrt (außer wenn der Zusammenhang es anders vorschreibt).

17.2.2 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

17.2.3 Das ejusdem generis Prinzip der Auslegung gilt nicht für die hiesige Satzung. Allgemeinen Begriffen darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben.

17.3 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen Luxemburger Rechtsvorschriften."

Kosten und Ausgaben

Jegliche Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Abgaben in jeglicher Art, die die Gesellschaft aufgrund dieser notariellen Urkunde zu tragen hat, werden auf sieben tausend Euro geschätzt.

Worüber, die notarielle Urkunde in Luxemburg, aufgenommen wurde.

An dem Tag und zu der Zeit, der bzw. die zu Beginn dieses Dokuments genannt ist.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Version; auf Wunsch der erschienenen Person soll bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgebend sein.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person vorgelesen wurde, die dem Notar mit ihrem Nachnamen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, hat diese erschienene Personen gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde gezeichnet.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 4 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41226. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014141471/1154.

(140160688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

PETROLEUM (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg.

R.C.S. Luxembourg B 81.725.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143005/10.

(140162118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Anton HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 178.351.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, a décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changés. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Anton HoldCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014143193/15.

(140163493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.